DEMANDE DE PRIX (RFQ)
(Biens)

NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE : 09 Août 2019
	N° DE REFERENCE DE LA RFQ : **UNDP/RFQ/2019/093**

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous soumettre votre offre de prix au titre de la sélection d'une entreprise chargée des **Travaux de construction d'un Centre de Secours d'Urgence (CSU) à Agboville** tels que décrits en détails à l'annexe 1 de la présente RFQ.

Lors de l'établissement de votre offre de prix, veuillez utiliser le formulaire figurant à l'annexe 2 jointe aux présentes.

La visite de site est obligatoire et se déroulera le **Vendredi le 23 Août 2019 à 11 heures 00 mn – Agboville**

Les offres de prix peuvent être soumises jusqu'au **30 Août 2019 à 12h00 (UTC**) à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le Développement
01 BP 1747 ABIDJAN 01
ANGLE AVENUE MARCHAND RUE GOURGAS
PLATEAU EN FACE DE LA RADIO
DEPOT DANS LA BOITE RESERVEE AUX OFFRES SOUS PLIS FERMES MENTIONNANT LA REFERENCE « UNDP/RFQ/2019/093– TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SECOURS D'URGENCE (CSU) A AGBOVILLE ».
TOUTE OFFRE SOUMISE PAR E-MAIL SERA REJETEE

Il vous appartiendra de vous assurer que votre offre de prix parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les offres de prix qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte.

Veuillez prendre note des exigences et conditions concernant la fourniture du ou des biens susmentionnés :

Conditions de livraison [INCOTERMS 2010] *(Veuillez lier ceci au barème de prix)*	☐ **N/A**
Adresse(s) exacte(s) du ou des lieux de livraison (indiquez-les toutes, s'il en existe plusieurs)	**AGBOVILLE**
Date et heure limites de livraison prévues *(si la livraison intervient ultérieurement, l'offre de prix pourra être rejetée par le PNUD)*	**Quatre (04) MOIS**
Calendrier de livraison	☐ **Requis**
Devise privilégiée pour l'établissement de l'offre de prix	☐ **FCFA**
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert	☐ **MONTANT HORS TVA/HORS TAXE**
Date-limite de soumission de l'offre de prix	**30 Août 2019 à 12h00 (UTC)**
Tous les documents, y compris les catalogues, les instructions et les manuels d'utilisation, doivent être rédigés dans la langue suivante :	☐ **Français**
Documents à fournir	**Documents obligatoires dont l'absence entrainera automatiquement le rejet du Dossier à la phase préliminaire** ☒ Registre de Commerce ☒ Les états financiers **certifiés** au titre des trois (3) dernières années (2015-2016-2017 ou 2016-2017-2018), compte de résultats et bilan, y compris le rapport des commissaires aux comptes ☒ Au moins deux (02) attestations de bonne exécution pour la réalisation de travaux de génie civil au cours des trois (03) dernières années (2016-2017-2018 ou 2017-2018-2019). Le montant minimum de chaque attestation doit être de 30 000 000 FCFA ☒Planning d'exécution des travaux au format MS Project ou PRIMAVERA ☒Note descriptive de l'organisation du travail comprenant l'organigramme du chantier ☒Copie CV et CNI du personnel technique d'encadrement comprenant un ingénieur et un technicien supérieur ☒Copie carte grise camion et véhicule pick-up au nom de l'entreprise ou contrat de location **Autres documents requis (Les soumissionnaires ont la possibilité de compléter ces documents, à la demande du PNUD et dans les délais impartis).** ☒Une liste de références bancaires (nom de la banque, adresse, personne à contacter et coordonnées de la personne à contacter)

	☒Toutes informations concernant les contentieux antérieurs ou actuels au cours des cinq (5) dernières années, dans lesquels le soumissionnaire est impliqué, en indiquant le nom des parties concernées, l'objet du contentieux, le montant en jeu et la décision finale éventuellement rendue ☒Un tableau reprenant une liste des équipements, véhicules et autres moyens logistiques dont dispose le soumissionnaire ☒Attestation de régularité fiscale valide au 31 Août 2019 ☒Attestation de régularité sociale (CNPS) valide au 31 Août 2019 ☒ Le profil d'entreprise dûment renseigné, signé et cacheté conformément au modèle joint
Durée de validité des offres de prix à compter de la date de soumission	☐ **120 jours** **Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au fournisseur de proroger la durée de validité de son offre de prix au-delà de laquelle, celle-ci aura été initialement indiqué dans la présente RFQ. Le fournisseur devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de l'offre de prix.**
Offres de prix partielles	☐ **NON PERMISES**
Conditions de paiement	☐ **10% après installation du chantier et approvisionnement en matériel et matériaux** ☐ **40% après réalisation de 50% des travaux** ☐ **50% après réalisation de 100% des travaux et réception provisoire**
Critères d'évaluation	☐ **Conformité technique/plein respect des exigences et le prix le plus bas**
Le PNUD attribuera un contrat à :	☐ **Un seul fournisseur**
Type de contrat devant être signé	☐ **Bon de commande et contrat de travaux**
Conditions particulières du contrat	☐ **Annulation du BC/contrat en cas de retard de livraison/d'achèvement de deux semaines.** ☐ **Garantie de bonne exécution requise à la signature du contrat à hauteur de 10% du montant du contrat**
Conditions de versement du paiement	☐ **Procès-verbal de réception des travaux validé par l'ingénieur** ☐ **Acceptation écrite des travaux sur la base de la parfaite conformité aux exigences de la RFQ**
Annexes de la présente RFQ	☐ **Cahier des Prescriptions Techniques (C.P.T) (annexe 1)** ☐ **Devis Quantitatif et Estimatif (annexe 2)** ☐ **Conditions Générales du Contrat applicables aux travaux (annexe 3)** ☐ **Formulaire d'information sur le soumissionnaire (annexe 4)** ☐ **Modèle de garantie de bonne exécution (annexe 5)** **La non-acceptation des conditions générales (CG) constituera un motif d'élimination de la présente procédure d'achat**
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement)	***procurement.ci@undp.org*** **Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de soumission, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux offrants.**

Les services proposés seront examinés au regard de l'exhaustivité et de la conformité de l'offre de prix par rapport aux spécifications minimums décrites ci-dessus et à toute autre annexe fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

L'offre de prix qui sera conforme à l'ensemble des spécifications et exigences, qui proposera le prix le plus bas, et qui respectera l'ensemble des autres critères d'évaluation sera retenue. Toute offre qui ne respectera pas les exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total (obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité) sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, son offre de prix sera rejetée.

Le PNUD se réserve le droit, après avoir identifié l'offre de prix la plus basse, d'attribuer le contrat uniquement en fonction des prix des biens si le coût de transport (fret et assurance) s'avère être supérieur au propre coût estimatif du PNUD en cas de recours à son propre transitaire et à son propre assureur.

Au cours de la durée de validité de l'offre de prix, aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de l'offre de prix. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout bon de commande qui sera émis au titre de la présente RFQ sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. La simple soumission d'une offre de prix emporte acceptation sans réserve par le fournisseur des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque offre de prix ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et à la soumission par le fournisseur d'une offre de prix, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

Veuillez noter que la procédure de contestation du PNUD qui est ouverte aux fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : http://www.undp.org/procurement/protest.shtml

Le PNUD encourage chaque fournisseur potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFQ.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à identifier et à sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre offre de prix.

Cordialement,

09/08/2019



Au service
des peuples
et des nations

Annexe 1

Travaux complémentaires pour la construction du Centre de Secours d'Urgence (CSU) de la région de l'Agnéby-Tiassa

Cahier des Prescriptions Techniques (C.P.T)

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS 7
1 GENERALITES 7
2 ALLOTISSEMENT ET CONSISTANCE DES TRAVAUX 7
3 CONSISTANCE DES TRAVAUX 7
4 VISAS ET CONTRÔLES DES DOCUMENTS TECHNIQUES 8
5 INSTALLATION DE CHANTIER 8
6 APPROVISIONNEMENT EN EAU ET EN ELECTRICITE 8
7 MATERIAUX, MATERIELS ET FOURNITURES 8
8 ECHANTILLONNAGE 8
9 GARANTIE 9
10 ESSAIS DE MATÉRIAUX ET MATÉRIELS 9
11 CONTROLE DES TRAVAUX ET VERIFICATION DE LA QUALITE 9
12 MALFACONS ET VICES DE CONSTRUCTION 9
13 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS 10
14 ENGAGEMENT DES ENTREPRENEURS 10
15 ETUDES – PLANS 10
TEXTES DE REFERENCE 11
CHAPITRE II : DEVIS DESCRIPTIF 12
LOT N°0. GENERALITES 12
LOT N°1. TERRASSEMENTS 13
PREPARATION DES TERRAINS 13
LOT N°2. GROS ŒUVRE 15
LOT N°3. ÉTANCHEITE 19
LOT N°6. SERRURERIE 19
LOT N°16. MENUISERIE BOIS -QUINCAILLERIE 20
LOT N°18. PEINTURE 21
LOT N°21. ABORDS – ESPACE VERTS 22
REALISATION DE DIVERS TRAVAUX ET FOURNITURES 24
(1) "Maître d'ouvrage " 37
le---------- représenté par ---------- 37
Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Formulaire d'information sur le soumissionnaire 62

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

1 GENERALITES

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques (CPT), a pour objet de définir les spécifications techniques et les descriptions d'exécution des travaux complémentaires pour la modernisation et l'extension du Centre de Secours d'Urgence (C.S.U) de la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville) et de rappeler les textes de référence, la Réglementation, la qualité et la présentation des matériels et matériaux entrant dans la construction des ouvrages et leur mise en œuvre. Ces travaux, devront être réalisés dans le respect des règles de l'art, des règlements et avis techniques, des normes européennes et DTU en vigueur et sauf dérogation explicite, en conformité aux normes ivoiriennes en vigueur.

Le descriptif définit les grandes lignes de l'Opération et les points essentiels des ouvrages à réaliser, mais ne peut définir tous les détails ni rappeler tous les règlements. Les travaux sont basés sur des prix établis au forfait.

D'une façon plus précise, les Entrepreneurs, en tant que « Spécialistes » dans leur domaine et hommes de l'Art et de terrain, pourvoiront aux insuffisances de description. Si besoin, ils rechercheront les renseignements utiles auprès de toutes sources, autant que nécessaire, et prévoiront tous ouvrages annexes et complémentaires.

2 ALLOTISSEMENT ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser sont constitués en un seul lot. Les travaux sont décrits pour l'ensemble des corps d'état préconisés.

3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent dossier d'appels d'offres couvre les corps d'état nécessaires au parfait achèvement des travaux complémentaires prévus au marché pour la construction du CSU et répartis comme suit :

✓ Travaux préparatoires :

La prise de contact avec les représentants locaux ;

La mise en place des installations sommaires de chantier ;

L'abattage ponctuel d'arbres situés sur l'emprise des travaux ou débroussaillage ;

Le piquetage des zones de travail, et leur mise en sécurité ;

La dépose des équipements situés sur l'emprise des constructions ;

✓ Travaux sans ordre de priorité:

La réalisation d'aires de manœuvre et de lavage de véhicule en pavés;

La réalisation d'un mur de clôture maçonné avec claustras en partie haute ;

La fourniture et l'installation de lampadaires solaires,

L'aménagement des voies d'accès en béton ;

La fourniture et pose de poteau d'incendie ;

La construction d'une guérite à l'entrée du centre ;

La pose de panneaux signalétiques et indicateurs ;

L'évacuation des matériaux excédentaires à une décharge.

4 VISAS ET CONTRÔLES DES DOCUMENTS TECHNIQUES

Les visas « bons pour exécution » des travaux, ainsi que les recommandations techniques et approbations des matériaux et matériels sont de la compétence exclusive de l'ingénieur du PNUD.

5 INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de prévoir, à ses frais, un local de chantier qui servira de lieu d'entreposage et de stockage de ses matériels et matériaux nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché. Il devra également prévoir, un autre local muni d'une table et de chaises pour les réunions de chantier.

6 APPROVISIONNEMENT EN EAU ET EN ELECTRICITE

L'entrepreneur devra effectuer toutes les démarches nécessaires, à ses frais, auprès de la SODECI et de la CIE pour l'alimentation en eau et en électricité du chantier. Dans le cas où les branchements d'eau et d'électricité ne seront pas disponibles, l'entrepreneur est tenu d'assurer les approvisionnements nécessaires à l'aide de moyens adéquats.

7 MATERIAUX, MATERIELS ET FOURNITURES

Les matériaux et équipements destinés à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent Cahier des Prescriptions Techniques seront de qualité reconnue par les organismes ivoiriens et/ou internationaux de certification. Dans tous les cas, les conditions générales et la qualité des produits, équipements ou matériaux seront définies par les normes ivoiriennes et internationales en vigueur.

Tout produit, équipement ou matériau destiné aux travaux fera l'objet d'une autorisation d'utilisation par l'ingénieur du PNUD. D'une façon générale, la provenance des matériaux, matériels, équipements et fournitures devra être agrée par l'ingénieur du PNUD. Les sables de rivière ou de lagune seront lavés, tamisés, exempts de tous détritus. Le sable de mer est formellement interdit.

Les ciments seront livrés sur le chantier en sacs plombés dont on connaît le poids. Tout ciment humide ou ayant été altéré par l'humidité sera rejeté.

Tous les matériaux non conformes à ces prescriptions seront refusés.

8 ECHANTILLONNAGE

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément de l'ingénieur du PNUD, un échantillon de chaque espèce de matériau, d'équipement ou de fourniture qu'il compte utiliser. Il ne pourra les mettre en œuvre qu'après acceptation et/ou approbation donnée par l'ingénieur du PNUD.

Les échantillons acceptés seront déposés au bureau du chantier ou tout autre lieu - réputé sûr - et serviront de base de vérification pour la réception des travaux. L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition, les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

9 GARANTIE

L'entrepreneur garantit que tous les matériaux, matériels et fournitures livrés en exécution du présent Marché sont neufs et n'ont jamais été utilisés. L'entrepreneur garantit en outre que tous les matériaux, matériels et fournitures livrés n'ont aucune défectuosité due à leur mise en œuvre. Le PNUD est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux, matériels et fournitures et décider de leur lieu d'emploi particulier. Le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon préjuger de leur qualité.

Les provenances devant faire l'objet d'un agrément seront soumises au PNUD en temps utile pour respecter le délai d'exécution – de quatre (4) mois – contractuel et au maximum dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la notification du Marché.

10 ESSAIS DE MATÉRIAUX ET MATÉRIELS

Les frais d'essais de conformité des matériaux, matériels et fournitures aux spécifications normatives seront à la charge de l'entrepreneur. Les essais seront effectués conformément aux normes en vigueur. A défaut, aux modes opératoires agréés par le PNUD. Ils seront faits obligatoirement par un laboratoire agréé par le PNUD.

Les essais porteront sur la stabilité, la solidité, l'usure et le fonctionnement.

Un procès-verbal sera dressé chaque fois qu'il y aura essais, contrôles ou analyses.

11 CONTROLE DES TRAVAUX ET VERIFICATION DE LA QUALITE

Le PNUD se réserve le droit de procéder à tout contrôle des travaux qu'il jugera nécessaire, soit par ses propres moyens soit par d'autres organismes de contrôle (Laboratoire, Bureau de Contrôle, etc.). Ainsi, dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre, des visites et des réunions de chantier périodiques seront organisées, à l'effet par le PNUD pour s'assurer de l'effectivité et de la qualité des travaux engagés par l'entreprise adjudicataire. Les visites et réunions de chantier feront l'objet de compte-rendu. Il sera porté principalement au compte-rendu (i) les généralités, (ii) le point d'avancement des travaux, (iii) les observations sur les travaux et les recommandations techniques, (iv) les diligences, (v) les points de divers.

L'entrepreneur devra prendre ainsi toutes les dispositions utiles pour avoir sur son chantier, la quantité suffisante des matériaux vérifiés et acceptés ; indispensable à la bonne marche des travaux et dont l'échantillonnage aura été agréé par l'ingénieur du PNUD.

La demande de réception d'un matériau, devra être faite au moins quatre (4) jours avant son emploi. Les matériaux et fournitures ne répondant pas aux normes, DTU et règles en vigueur seront refusés et évacués du chantier dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

12 MALFACONS ET VICES DE CONSTRUCTION

Si des malfaçons et/ou vices de construction qui s'avéreraient irréparables venaient à être décelés, les ouvrages correspondants seront démolis et repris entièrement et ce, à la charge de l'entrepreneur.

Si ces malfaçons et/ou vices de construction entrainent des dépenses ou dégâts pour d'autres corps d'état d'une part ou des dégâts sur le voisinage (constructions mitoyennes, réseaux ou voiries) d'autre part, ces dépenses et reprises des dégâts seront également à la charge de l'entrepreneur.

13 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

Les Entrepreneurs, en tant que « Spécialistes » dans leur lot, et hommes de l'Art et de terrain devront :

- Relever toutes insuffisances de description, toutes anomalies, erreurs, oublis ou contradictions, dans les pièces du dossier, et en référer au Maître d'œuvre autant que nécessaires ;
- S'informer auprès de toutes sources, pour obtenir toutes les précisions qu'ils jugent nécessaires ;
- Prévoir dans leur prix forfaitaire tous travaux de leur spécialité et tous ouvrages annexes, même non décrits et non figurés ;
- Prévoir les qualités adéquates à l'usage et à la destination des ouvrages, tant en standing que robustesse, fonctionnalité, ... et ce même si les définitions du dossier d'Appel d'Offres sont insuffisantes ou erronées ;
- Prendre toutes les mesures de prévention nécessaires pour assurer : la sécurité des personnes travaillant sur le chantier, le respect des règlements de la ville en matière de circulation et de propreté, la protection des biens des propriétés voisines. Ils apporteront une attention toute particulière à garder les voies publiques dans un parfait état de propreté.

14 ENGAGEMENT DES ENTREPRENEURS

Par le fait de soumissionner, les Entrepreneurs reconnaissent :

- Avoir vérifié sur place la nature du terrain et son environnement, les sujétions d'approvisionnement et de mise en œuvre ;

- Avoir bien compris « l'esprit » qui préside à la définition du Projet, le « caractère » l'usage et la destination des ouvrages, et en conséquence avoir prévu les qualités adéquates, tant en standing qu'en robustesse, fonctionnalité, ... ;
- Avoir apprécié exactement l'étendue des travaux à exécuter, leurs difficultés et particularités, les conditions à remplir selon les prescriptions de l'ensemble du dossier, les sujétions de délai, ...

Ils ne pourront en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire du prix soumissionné en prétextant des imperfections et omissions dans la description des ouvrages et ce, quelle que soit la nature des terrains et objets rencontrés dans les fouilles.

En conséquence, ils reconnaissent avoir établi leur offre en pleine connaissance de cause, et reconnaissent être entièrement responsables de la qualité des travaux, et de durabilité des ouvrages et ce même si les prescriptions du descriptif sont insuffisantes ou erronées.

15 ETUDES – PLANS

Les titulaires sont responsables des études et Plans d'exécution nécessaires, en conformité avec la réglementation en vigueur notamment :

- Les plans d'ensemble portant repérage des différents détails propres à l'opération,
- Les plans de détails définissant clairement les matériaux posés, leur emplacement exact, et les réservations ou sujétions imposées à d'autres corps d'états.

Rappel : Les plans fournis au titre du marché n'ont aucune valeur contractuelle en termes de dimensionnement. Les plans donnent l'implantation des ouvrages. Les entrepreneurs restent entièrement responsables de la réalisation de leurs ouvrages.

Les plans et notes de calcul de dimensionnement du titulaire seront vérifiés par le maître d'œuvre.

Pour les prestations d'ouvrages fabriqués dans le commerce, les Entrepreneurs devront fournir les fiches techniques du fabricant.

Le nombre d'exemplaires des documents produits devra permettre les transmissions, à titre provisoire et définitif, ainsi que les archivages.

Les plans définitifs, dits de récolement seront à remettre en fin de chantier au Maître d'ouvrage et au maître d'Œuvre, sous forme de reproductibles (tirages et informatique).

Il est spécifié que les frais d'établissement, de reproduction et de transmission de ces documents sont à la charge des entreprises.

TEXTES DE REFERENCE
(Liste non exhaustive)

Terrassement

- DTU 12 : Terrassements
- NF P 98 331 : Tranchées – ouvertures - remblayage
- CCTG travaux fascicule 2 : terrassements généraux

Voirie

- Guide technique SETRA-LCP
- NFP 98-335 : Mise en œuvre des pavés
- C.P.C. (cahier de prescriptions communes)
- NF P 98-302 : Chaussées-bordures et caniveaux

Maçonnerie :

- NF DTU 21 : Exécution travaux en béton
- DTU 13-11 : Fondations superficielles
- NF DTU 20 – 01 : Ouvrages en maçonnerie
- NF DTU 26-01 : Travaux enduits de mortier
- NF DTU 59-01 : Travaux de peinture

CHAPITRE II : DEVIS DESCRIPTIF

PREAMBULE

D'une manière générale, les qualités, formes, dimensions des matériaux employés et leur mise en œuvre devront être conformes aux textes officiels de la Cote d'Ivoire et répondre au minimum aux normes françaises en vigueur. Les normes françaises en vigueur avant la mise en cohérence avec les normes européennes, lorsqu'elles sont citées, constituent un niveau minimum de qualité à atteindre. Les marques citées dans le présent CPT n'ont qu'un caractère indicatif de la qualité minimale requise en fonction des matériaux couramment disponibles sur le marché, et ne constituent nullement une obligation.

L'entrepreneur soumissionnaire devra se rendre sur les lieux, par autant de visites que nécessaires pour prendre connaissance des difficultés liées à l'exécution des travaux en termes d'accessibilité du site, de disponibilité de matériaux de qualité et en quantité suffisante. De ce fait, l'entrepreneur devra prendre connaissance de la nature du sol en présence et de l'espace à bâtir, de s'assurer de tous les aléas possibles pouvant gêner la pleine jouissance de sa capacité technique et financière. Il devra, à cet effet, prendre toutes les précautions idoines et nécessaires – avant la soumission – pour pallier et soumettre à l'ingénieur et au PNUD, les insuffisances techniques possibles liées à la déclinaison du projet.

Car, l'entrepreneur soumissionnaire étant réputé jouir de capacités techniques et professionnelles avérées et suppléer – le cas échéant – par des observations et recommandations ; les détails manquants au Dossier d'Appels d'Offres. L'ingénieur et le PNUD jugeront de la pertinence desdites observations et recommandations. Et si tel est le cas, elles seront versées au Dossier d'Appels d'Offres comme additifs et divulguées à toutes les entreprises soumissionnaires qui les prendront en compte.

Dans tous les cas, aucune réclamation de quelque nature que ce soit ne sera admise après le délai imparti aux entreprises pour formuler leurs offres. Les différentes soumissions devant respecter le cadre du Devis Quantitatif proposé, in fine.

LOT N°0. GENERALITES

0.1 – GENERALITES

L'Entrepreneur adjudicataire du présent marché aura à sa charge, la réalisation des travaux suivants :

- L'installation de chantier ;

L'amenée du matériel ;

Eventuellement, la clôture provisoire délimitant la zone de travail et empêchant une vue de l'extérieur du chantier. Elle empêchera toute intrusion de personnes étrangères au chantier ;

Eventuellement les bureaux provisoires du chantier et une salle de réunion (y compris mobilier) ;

L'élaboration des plans d'exécution, à la transmission des fiches techniques et des échantillons de matériaux et de matériels des différents corps d'état, objets du Dossier d'Appel d'Offres.

L'entrepreneur devra procéder à l'installation de chantier qui comprendra :

L'Organisation Générale du Chantier et les dispositions adéquates du matériel et des matériaux (emplacement des zones de travail, zones de circulation des engins et des personnes, aires de stockage et d'entreposage, etc.) ;

Ces prix qui s'entendent toutes sujétions d'amenée du matériel, de l'installation effective des baraquements de travail, de stockage et de l'organisation générale du chantier s'appliquent à l'ensemble (ens.).

▪ L'implantation des ouvrages

L'implantation des ouvrages devra se faire par un géomètre expert inscrit à l'ordre des géomètres experts de Côte d'Ivoire aux frais de l'Entrepreneur. Un Procès-verbal d'implantation sera dressé et signé par le géomètre et remis avec le plan d'implantation à l'ingénieur du PNUD qui l'approuvera avant tout début des travaux.

Ce prix qui s'entend toutes sujétions d'implantation et aléas s'applique au mètre carré (m2).

Localisation : Plan d'implantation

▪ Evacuation du chantier

Sur délivrance du Certificat de Réception provisoire, l'Entrepreneur devra débarrasser et retirer du chantier le matériel de construction, les matériaux excédentaires, les détritus et ouvrages provisoires de toute sorte et laisser l'ensemble du chantier dans un état convenable et à la satisfaction de l'Ingénieur.

LOT N°1. TERRASSEMENTS

PREPARATION DES TERRAINS

▪ Le débroussement en général sur l'emprise du chantier et éventuellement dans les zones prescrites le Maître d'œuvre afin d'éliminer toute végétation.

▪ Décapage des terres végétales.

Le sol de l'emprise des ouvrages sera décapé de la terre végétale et débarrassé de tous débris et racines vers l'extérieur, sur une épaisseur moyenne de 0,20m.

▪ Terrassement pout plateforme

Le remblaiement et le compactage des terres graveleuses s'effectueront également par couche d'une épaisseur maximum de 0,20m. La surface de la plate-forme obtenue sera plane et exempte de dépression supérieure à 0,05m.

Localisation :

- Aires de manœuvre et de lavage des véhicules
- Voies d'accès aux sites

1.2– FOUILLES DE FONDATIONS

L'Entrepreneur adjudicataire du présent lot aura à sa charge, la réalisation des travaux suivants :

La fourniture de tous matériels et moyens nécessaires ;

L'exécution des fouilles en excavation en terrains de toutes natures y compris étaiement et blindage si nécessaires ;

L'évacuation à la décharge publique de toutes terres non nécessaires, provenant des déblais préalablement réalisés.

Fouilles de semelles de fondations

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser des fouilles en excavations de 1ère et /ou 2è catégorie par tous moyens. Les fouilles seront de dimensions voulues suivant notes de calculs et hors nappe phréatique.

Localisation :

- Emprise des semelles sous poteaux et sous murs des clôtures à réaliser ;
- Fouilles pour plots des lampadaires et panneaux de signalisation.

Ces prix qui s'entendent toutes sujétions de fouilles et aléas s'appliquent au mètre cube (m3).

1.3– REMBLAIS

L'Entrepreneur adjudicataire du présent marché aura à sa charge, la réalisation des travaux suivants :

La fourniture et/ou l'apport de terre graveleuse sélectionnée et appropriée ou de sable sélectionné ;

Le remblai des fouilles par compactage de couches successives de vingt (20) cm de terre graveleuse ou de sable ;

Le remblai du soubassement par compactage hydraulique de sable ;

Le compactage mécanique des terres à 95% de l'OPM ou par compactage hydraulique si l'option de l'apport de sable est retenue par l'entrepreneur ;

Le nivellement de la plate-forme sous dallage ;

L'évacuation des excédents de terre ;

Le nettoyage des abords après travaux.

▪ Remblais des fouilles

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser le remblai des fouilles à l'aide de terre graveleuse sélectionnée et appropriée aux moyens manuels. Le compactage du remblai apporté se fera par couches successives de vingt (20) centimètres.

Le compactage de la terre graveleuse sera mécanique à l'aide d'une dame vibrante ou d'une dame mécanique. Le compactage se fera à 95% de l'OPM.

Le compactage du sable sélectionné sera de type hydraulique à l'aide d'eau à pression et de dame manuelle ou mécanique sur chaque couche successive de vingt (20) centimètres.

Localisation : Emprise des fouilles, après la réalisation des travaux des semelles de fondations

Ce prix qui s'entend toutes sujétions de transport, de remblai et aléas s'applique au mètre cube (m3)

▪ Remblais du soubassement

L'entrepreneur adjudicataire devra procéder au remblai du soubassement à l'aide de terre graveleuse compactée par couche successives de 30cm maximum.

Ce remblai de terre sera complété par un lit de sable de granulométrie 0/5 qui sera mis en place sur toute la surface qui recevra un dallage en géo-pavés. Le compactage du sable sera de type hydraulique à chaque couche successive de vingt (20) centimètres.

Localisation :

- Aires de manœuvre et de lavage des véhicules
- Voies d'accès aux sites

Ce prix qui s'entend toutes sujétions de transport, d'apport de sable et aléas s'applique au mètre cube (m3).

▪ Nivellement définitif

L'entrepreneur adjudicataire devra procéder au nivellement sous dallage par réglage de la plate-forme et au nivellement à la côte altimétrique voulue. Ce nivellement fera l'objet d'une approbation définitive de l'ingénieur du PNUD avant la mise en œuvre du dallage.

Localisation : Au droit des aires en géo-pavé et dallage en béton.

Ce prix qui s'entend toutes sujétions de réglage du nivellement définitif et aléas, s'applique au mètre carré (m2).

LOT N°2. GROS ŒUVRE

L'Entrepreneur adjudicataire du présent lot aura à sa charge, la réalisation des travaux suivants :

- La fourniture à pied d'œuvre des matériels nécessaires ;
- La réalisation de murs clôture ;
- La réalisation d'amorces de poteaux et raidisseurs en béton armé ;
- La réalisation d'un dallage non armé ;
- La réalisation de dallage en géo –pavés

2.1 –fondation

2.1.1 Béton de propreté dosé à 150 kg/m3 d'épaisseur 5 cm

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser sur une épaisseur minimale de cinq (5) centimètres dans le fond de fouilles, un béton de propreté et comprenant :

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- Les graviers seront de quartz ou de granit concassé. Ils seront lavés et exempts de terres ou de boues et détritus végétaux ;
- La fabrication du béton dosé à 150 kg/m3 constitué de 150 kg de ciment CPJ de 400 L de sable de carrière 0/5, 800 L de gravillons 5/25 et 120 L d'eau (6≤PH≤9) ;
- La mise en œuvre du béton de propreté, le serrage et le lissage du béton ;
- Le nettoyage après travaux.

Ce prix qui s'entend toutes sujétions de transport des constituants, de fabrication, de mise en œuvre du béton et aléas s'applique au mètre cube (m3).

Localisation : Fond de fouilles. Suivant plan d'exécution.

2.1.2 Béton armé pour semelles, poteaux en fondations et chainage bas

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser des semelles de fondation (semelles isolées sous poteaux et semelles filantes sous murs) de largeur 60cm avec une épaisseur de 15 cm, des poteaux de fondations de dimensions 25cm x 25cm, et du chainage bas de 15 cm x 20cm et comprenant :

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- La fourniture et la mise en place de coffrages assurés par des panneaux en bois de dimensions voulues.
- La fourniture, le façonnage correct, la mise en place et ligature des armatures Haute Adhérence (HA) ;
- La fabrication et la mise en œuvre du béton dosé à 350 kg/m3 constitué de 350 kg de ciment CPJ ou CPA de 450 L de sable de carrière 0/5, 850 L de gravillons 5/25, de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9;
- Les réservations nécessaires pour les éventuels scellements de pièces métalliques ;
- Les sujétions de vibration par aiguille vibrante ;
- Le ragréage si nécessaire ;
- Le nettoyage après travaux.

Localisation : Fondations.

Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat et de transport des constituants, de fabrication et de mise en œuvre du béton, du façonnage et de pose des aciers et aléas. Ces prix s'appliquent au mètre cube (m3) pour le béton et au kilogramme (kg) pour l'acier.

2.1.3 – Murs de soubassement en agglomérés de 15 pleins

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser un mur de soubassement comprenant :

- L'approvisionnement des matériaux et matériels nécessaires, à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- Les moyens nécessaires d'accès aux fonds de fouilles ;
- Le transport et la fourniture d'agglomérés pleins de 15 cm de classe de résistance B80 (80 bars) minimale dosés à 300 kg/m3 constitué de 300 kg de ciment CPJ ou CPA de 1000 L de sable de carrière 0/5 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9).
- La pose, le montage et le jointement des agglomérés pleins au mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 jusqu'à la hauteur voulue, en aménageant des espaces pour poteaux et raidisseurs ;
- Le nettoyage après travaux.

2.1.6 – Béton de forme

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation d'un béton de forme sur terre-plein qui comprend :

L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;

Le réglage et le compactage hydraulique par couche de 20 cm de la terre graveleuse mise en place ;

- L'exécution du dallage d'épaisseur (minimale) de quinze (15) centimètres en béton dosé à 250 kg/m3 constitué de 250 kg de ciment CPJ ou CPA de 450 L de sable 0/5, 850 L de gravillons 5/25 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9) ;
- L'exécution des joints de dilatation de retrait et d'isolement, le mode d'exécution des travaux, etc..., devront être conformes aux recommandations et règles professionnelles des travaux de dallage ;
- Le décoffrage et le ragréage si nécessaires ;
- Le nettoyage après travaux.

Béton de forme d'épaisseur 15 cm

2.2 –Ossature et murs en élévation

2.2.1 – Murs de maçonnerie en élévation

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser des murs de maçonnerie en élévation et comprenant :

▪ Murs en agglomérés creux de 15 sur 1,60m de hauteur

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- La fourniture et la pose d'agglomérés creux de 15 cm de classe minimale B40 hourdés au mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 constitué de 250 kg de ciment CPJ ou CPA de 1000 L de sable de carrière 2/5 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9), en ménageant les espaces nécessaires pour les poteaux et raidisseurs ;
- La pose, le montage et le jointement des agglomérés au moyen de mortier de ciment dosé à 300 kg/m3 jusqu'à la hauteur voulue ;

Localisation : Murs en élévation des clôtures.

Ces prix qui s'entendent toutes sujétions et aléas, de main d'œuvre et d'exécution s'appliquent au mètre carré (m2).

▪ Murs en claustras ajournés sur 0.60 m de hauteur

La partie haute du mur de clôture sera dotée de claustras béton dont la forme sera choisie par l'ingénieur du PNUD et l'ONPC. A cet effet, l'entrepreneur présentera un choix d'au moins trois modèles différents. Dans tous les cas, l'épaisseur et la taille des claustras devront être adaptées au mur de parpaings de 15. L'entrepreneur exécutera ensuite les travaux suivants :

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- La fourniture et la pose des claustras à l'aide de mortier de ciment dosé à 300 kg/.

Localisation : partie haute des clôtures.

Ces prix qui s'entendent toutes sujétions et aléas, de main d'œuvre et d'exécution s'appliquent au mètre carré (m2).

2.2.2 – Béton Armé (BA) en élévation

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser des poteaux de dimensions minimales de 25 x 15, des couronnements de murs de dimension 20cm x 15 en superstructure et comprenant :

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- La fourniture, le façonnage correct, la mise en place et ligature des armatures ;
- La fabrication et la pose des cales à béton de 2,5 centimètres ;
- La fourniture et la mise en place de coffrages assurés par des panneaux en bois de dimensions voulues. Les étais, chevrons, clous, calages, seront nécessaires au bétonnage
- La fabrication et la mise en œuvre du béton dosé à 350 kg/m3 constitué de 350 kg de ciment CPJ ou CPA de 450 L de sable 0/5, 850 L de gravillons 5/15 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9) ;
- Les réservations nécessaires pour les éventuels scellements de pièces métalliques ;
- Les sujétions de vibration par aiguille vibrante ;
- Le ragréage si nécessaire ;
- Le nettoyage après travaux

▪ Béton dosé à 350 kg/m3

Le béton confectionné aura une résistance mécanique – à la compression – minimale à 28 jours de 35 MPa. Le bétonnage devra être malaxé convenablement, de préférence à l'aide d'un malaxeur ou d'une bétonnière. Aucune reprise de bétonnage ne sera admise ni tolérée.

- L'armature en acier de Haute Adhérence

Les Fers à béton seront des aciers de Haute adhérence (HA) de limite élastique minimale Fe E500 MPa. L'enrobage des aciers sera de 2.5 centimètres sur chaque parement.

- Coffrage bois

Le coffrage sera assuré par des panneaux en bois local

Localisation : Poteaux et couronnement de murs.

Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat et de transport des constituants, de fabrication et de mise en œuvre du béton, du façonnage et de pose des aciers et aléas.

Ces prix s'appliquent au mètre cube (m3) pour le béton, au kilogramme (kg) pour l'acier et au mètre carré (m2) pour le coffrage.

2.3 Sols

- Dallage de gros béton sur terre-plein

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation d'un dallage sur terre-plein qui comprend :

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- Le réglage et le compactage de la terre graveleuse ou du sable mis en place ;
- La fourniture et la mise en place d'un film polyane d'épaisseur minimale de 200 µm ;
- La confection et le montage des coffrages bois sur le périmètre du mur de soubassement ;
- L'exécution du dallage d'épaisseur (minimale) de dix (10) centimètres en béton dosé à 250 kg/m3 constitué de 250 kg de ciment CPJ 42,5 ou CPA 42,5, de 450 L de sable 0/5, 850 L de gravillons 5/25 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9) ;
- Les réservations nécessaires pour les éventuels scellements de pièces métalliques ;
- Le décoffrage et le ragréage si nécessaires ;
- Le nettoyage après travaux.

2.1.6.1– Béton de forme d'épaisseur 10 cm

Localisation : Sol des guérites

- Chape lissée

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser revêtement chape au mortier de ciment et comprenant :

- la fourniture de tous les matériaux et matériels nécessaires

- le nettoyage, lavage et brossage du support

- l'humidification du support.

- l'exécution d'une chape de 5cm d'épaisseur minimale au mortier de ciment dosé à 300 kg/m3

Ces prix, qui s'entendent toutes sujétions et aléas, s'appliquent au mètre carré.

Localisation : Sol des guérites

2.8 Enduits sur murs de maçonnerie et bétons

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser des enduits au mortier de ciment et comprenant :

- La fourniture de tous les matériaux et matériels nécessaires ;
- La mise en place des échafaudages nécessaires ;
- Le nettoyage et l'humidification du support ;
- La fabrication d'un mortier de ciment dosé à 300 kg/m3 de sable sec, constitué de 300 kg de ciment CPJ 32,5 ou CPA 32,5 et de 1000 L de sable de lagune 0/5 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9);
- L'exécution de l'enduit en 2 couches (gobetis + couche de finition) pour une épaisseur de 1,5 cm à 2 cm, jusqu'à une profondeur de 30 cm en dessous du sol naturel tout le long des clôtures
- L'enduit sur murs extérieurs sera un enduit hydrofuge lissé suivant indication ;
- Le nettoyage après travaux et l'évacuation des gravois à la décharge publique.

L'enduit ciment hydrofuge de finition lissée à mettre en œuvre sur murs extérieurs sera constitué de mortier de ciment dosé à 300 kg/m3 et de produit hydrofuge type SIKALATEX de chez SIKA ou de qualité équivalente.

LOT N°3. ÉTANCHEITE

L'Entrepreneur adjudicataire du présent lot aura à sa charge la réalisation des travaux d'étanchéité bicouche autoprotégées pour toiture terrasses inaccessible comprenant :

- La fourniture de tous les matériaux et matériels nécessaires ;
- La réalisation de la forme de pente au mortier de ciment hydrofuge avec une pente minimale de 1% ;
- Le séchage, le nettoyage du support ainsi réalisé ;
- La mise en œuvre de l'étanchéité selon les DTU suscités et comprenant
    - En partie courante, une couche d'enduit d'imprégnation à chaud (EAC) ;
    - En relevée d'étanchéité, une couche d'enduit d'imprégnation à froid (EIF) ;
    - La pose d'une feuille de chape 40 autoprotégée en partie courante et en relevée d'étanchéité.

Localisation : Toitures terrasses inaccessibles des guérites

Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat et de transport des constituants et de mise en œuvre de l'étanchéité. Ces prix s'appliquent au mètre carré (m2) d'étanchéité pour la partie courante et au mètre linéaire (ml) en relevés.

LOT N°6. SERRURERIE

L'Entrepreneur adjudicataire du présent lot aura à sa charge la réalisation des travaux de serrurerie notamment :

- La fourniture de tous matériels et matériaux nécessaires ;
- La fourniture et la découpe des profilés métalliques selon dimensions ;
- Le façonnage des éléments métalliques par soudure ;
- Les sujétions de soudure et meulage des joints de soudure ;
- Le nettoyage par brosse métallique ou par sablage si nécessaire ;
- La fixation sur murs des portails, portillon et grilles antivol ;
- L'application d'une couche de peinture rouille et de deux (2) couches de peinture de finition ;
- Le nettoyage après travaux.

▪ **Portail coulissant**

Il sera réalisé la mise en place d'un portail coulissant en acier peint traité antirouille de 6ml et de 2,20m de hauteur. L'ouverture du portail sera manuelle.

- Le rail, composé de cornières de 40 surmontées de fer rond de diamètre 20, au sol ne devra pas présenter d'arêtes susceptibles d'être écrasées par le poids de PL ;
- Le portail se déplacera sur des roues métalliques de 170 ;
- Il sera retenu en partie haute par un guide fixé sur chaque poteau béton de 300x300 ;
- L'ossature sera réalisée en tubes carrés de 80x80 ;
- La partie basse sera faite par un remplissage de tôles en allège TPN 20/20 sur 1m de hauteur ;
- La partie supérieure sera barreaudée avec des tubes carrés de 50x50 espacés chacun de 12cm sur une hauteur de 1m20 ;
- Les ajustages.

Le portail sera livré avec un système de fermeture à clé.

▪ **Portillon**

Le portillon sera réalisé selon le même principe que le portail. Il devra donc être assorti avec lui. Il fera 2m de hauteur. L'ouverture se fera avec des charnières ancrées dans le poteau béton. Le système de fermeture sera également à clé.

▪ **Grilles de protection**

Ce prix comprend notamment :

- La réservation dans les murs ;
- Le cadre dormant en métal galvanisé 80 microns recevant une grille en fer carré 12 assemblage par soudure espacement 12 cm suivant détail façade ;
- La fixation, par pattes de scellement ;
- L'ajustage ;
- La protection par 2 couches de primaire antirouille VIGOPRIM et finition par 2 couches de PANTINOX SR 9 de chez la Seigneurie ou équivalent.

Localisation : Guérite.

LOT N°16. MENUISERIE BOIS -QUINCAILLERIE

16.1.1 Cadre en bois pour châssis type naco

Ces prix comprennent notamment :

- La fourniture des menuiseries dormant et leur impression ;
- Le scellement des cadres en bois local de qualité IROKO de préférence ;
- La mise en place et l'ajustage des cadres de largeur 60cm ;

Ces prix, qui s'entendent toutes sujétions et aléas s'appliquent à l'unité suivant dimensions.

6.3.1. Châssis NACO

- Ce prix comprend :
- La fourniture de tous les matériaux et matériels nécessaires,
- La fourniture des châssis alu de 6 lames naco, par paire
- La découpe des verres suivant dimensions,
- La pose des châssis et des lames.

- La pose des verres de type naco, de 6 lames par paire
Localisation : fenêtre de guérite.

LOT N°18. PEINTURE

L'Entrepreneur aura la charge de la réalisation des travaux de peinture, tels qu'ils figurent sur les plans.
Application sur fonds usuels, conforme au DTU 59/1.

18.1. PEINTURE EXTERIEURE

Ces prix comprennent notamment :

- La fourniture à pied d'œuvre des matériaux et matériels nécessaires
- Le brossage, égrenage, époussetage
- La protection des ouvrages annexes
- L'application d'une couche d'impression type de PANTIPRIM de chez Seigneurie ou équivalent ;
- L'application de 2 couches de finition de type PANTEX 1300 de chez Seigneurie ou équivalent ;
- Le nettoyage après travaux.

Dans tous les cas, la peinture sera conforme à la norme NF P 74 201 (DTU 59-1)

Les murs seront peints selon le code couleur suivant :

Murs de clôture en orange pastel,

Chainages verticaux et horizontaux, portails, portillons et mat de drapeau en bleu ciel.

Localisation : murs clôture, portail, portillons et tout autre ouvrage qui en demande.

Dans tous les cas, toutes les peintures seront couleurs d'usine. Aucun mélange de couleur et/ou utilisation de colorant ne sera accepté.

Nuances de couleurs à appliquer



LOT N°21. ABORDS – ESPACE VERTS

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation d'aires de manœuvre et de lavage de véhicules en géo pavés sur terre-plein et de voirie d'accès en béton ainsi que des passages busés.

21 .1 Trottoirs et aires de circulation

▪ Bordures

Les aires de circulation seront délimitées par des bordures. Les bordures seront en béton de type préfabriqué droit avec une épaisseur minimale de 12cm. Au cas où l'entrepreneur décide de réaliser des bordures coulées sur place, elles seront armées d'acier HA. Dans tous les cas la qualité et la mode de mise en place devra être présentées at approuvées par l'ingénieur du PNUD.

Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat et de transport des constituants et de mise en œuvre. Ces prix s'appliquent au mètre linéaire (ml) de bordure.

▪ Dallage de sur terre-plein pour voirie

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation d'un dallage sur terre-plein qui comprend :

- L'approvisionnement de tous matériaux et fournitures, nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- L'exécution du dallage d'épaisseur (minimale) de quinze (15) centimètres en béton dosé à 300 kg/m3 constitué de 300 kg de ciment CPJ ou CPA, de 450 L de sable 0/5, 850 L de gravillons 5/25 et de 120 L d'eau de gâchage (6≤PH≤9) ;
- L'exécution des joints de dilatation de retrait et d'isolement, le mode d'exécution des travaux, etc. ; devront être conformes aux recommandations et règles professionnelles des travaux de dallage ;
- Les réservations si nécessaire pour les éventuels scellements de pièces métalliques ;
- Le décoffrage et le ragréage si nécessaires ;
- Le nettoyage après travaux.

▪ Réalisation des aires de manœuvre, il sera posé des géo-pavés.

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation des aires de manœuvre et de lavage de véhicule sur une de base et qui comprend :

- L'approvisionnement des matériaux et matériels nécessaires, à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- Le transport, la pose et le dressage de terre graveleux latéritique compactée par couche de 20cm ;
- Le transport, la pose et le dressage d'une couche de base composée d'un mélange de sable propre, de gravier concassé 2 :2 et de ciment dosé à 50kg/m3 ;
- Le transport et la fourniture de pavés de type TRIEF autobloquants de chez SIBM ou équivalent.

Le pavé sera de type monobloc en bicouche dont la première couche dite partie inférieure, est un mélange de sable propre, de sable argileux ou de graveleux latéritique et de ciment à 20%.

Le graveleux latéritique sera de classe G2 répondant aux spécifications suivantes :

- Dimension du plus gros grain = 31,5mm,
- Pourcentage d'éléments passant au tamis de 0,08mm = 17,3%,
- Indice de plasticité = (IP) = 24,
- Poids volumique sec (d) =2,07t/m3,
- Densité apparente = 1,41.



Type de pavé proposé

La pose s'effectue sur une plateforme aménagée et compactée pour obtenir une portance uniforme. Une couche de base composée d'un mélange de sable et de gravier (0/5) sera bien dressée. Des joints de 4mm sont garnis au sable fin 0/3. La largeur des joints doit être respectée dans tous les sens afin de d'assurer sa régularité à la sinusoïde, facteur essentiel pour un emboitement total et un alignement correct. Le pavé doit avoir une

Caractéristiques du pavé :

- Epaisseur : 11cm
- Largeur : 20cm
- Longueur : 25cm
- Poids d'un pavé : 12.44 kg
- Nombre de pavé par m² : 19.2 unité
- Résistance à la rupture : 3.6 Mpa (Norme NF 1338)
- Résistance à l'écrasement (R): à sec après 28 jours : R>80bars, après immersion : R>50 bars

Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat et de transport des constituants et de mise en œuvre s'appliquent au mètre carré (m²) de pavé.

▪ Passage busé pour canalisation d'assainissement

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation de passage d'eau pluviale (caniveau) en buses de diamètre 80 cm qui comprend :

- L'approvisionnement des matériaux et matériels nécessaires, à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- Les fouilles en rigole ;
- Le dressage du fonds de fouille ;
- Le transport et la pose de buses ;
- La réalisation des entrées et sorties d'eau en béton armé.

Les buses seront conformes à la norme NF P 16-341 Nov 1990 de chez SIBM ou équivalent. Elles seront de dimensions suivantes :

- Diamètre : 80cm
- Epaisseur des parois : 8cm
- Longueur de fabrication 100cm
- Poids d'un tuyau : 556 kg.
- Charge de rupture par mètre : 72KN
- Classe de résistance : 90 A

La pose s'effectue en fond de fouille aménagée avec des joints en béton. Les entrées et sorties d'eau seront en béton armé soigneusement fini.
Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat et de transport des constituants et de mise en œuvre s'appliquent au mètre linéaire (ml) de voirie.

L'entrepreneur adjudicataire devra réaliser les travaux qui comprennent :

REALISATION DE DIVERS TRAVAUX ET FOURNITURES

▪ Sécurité incendie

L'entrepreneur adjudicataire devra la réalisation d'un piquet incendie avec toutes les sujétions de pose qui comprend :

- L'approvisionnement des matériaux et matériels nécessaires, à la parfaite exécution de l'ouvrage ;
- Les fouilles en tranchée nécessaires pour la pose des tuyaux d'eau
- La fourniture et la pose de tuyaux PVC pression de diamètres 80, 90, 110 et 160 selon l'usage ;
- La fourniture et la mise en place de poteau d'incendie de diamètre 100 ;
- Confection et mise en œuvre de béton et maçonnerie pour regards
- Tous travaux de raccordement au réseau SODECI ;
- Fourniture et mise en place de tout appareil utile au bon fonctionnement du système ;

Ces prix s'entendent toutes sujétions d'achat, de transport des constituants et de mise en œuvre s'appliquent à l'unité.

▪ Eclairage publique

Il sera posé sur chaque site trois (3) lampadaires d'éclairage public, alimentés en énergie solaire. Les éclairages seront de design « tout-en-un » de marque Aérolite-Zéro3 ou équivalent.

Ils seront montés sur mât de 7m. Un logement boitier comprendra le panneau solaire, la batterie au lithium et les lumières LED, sans aucun câblage externe.

Le boitier sera en Aluminium.

L'indice de protection sera IP 65. La puissance d'éclairement sera de 60W- 6000lm avec panneau solaire de 90W. Fonctionnement jusqu'à trois jours par temps nuageux.

La batterie sera de 12V 42Ah. Sa durée de vie sera de 5 ans. Les lampes leds auront une durée de vie de 50 000h.

Pour la fixation des mâts, il sera réalisé des massifs en béton.

▪ Panneaux de signalisation :

Il sera positionné sur chaque site 8 panneaux de signalisation, 2 de chacun des 4 modèles suivants :









Chaque panneau sera fixé sur un poteau métallique de 2m.

Les panneaux seront réalisés à partir de tôles galvanisées découpées selon les besoins. L'impression du motif se fera de façon numérique sur support vinyle. Ce support vinyle sera ensuite collé sur la tôle découpée.

▪ Panneaux d'identification :

A proximité du portillon de chaque site et entre deux poteaux de clôture béton, il sera posé un panneau d'identification de 2,50m x 1,90m de hauteur. L'impression sera faite sur du plexiglass d'épaisseur de 5mm, vinyle. Le panneau sera fixé au mur et le tour recevra une bordure en bois.

▪ Mat de drapeau

Sur chaque site, il sera réalisé un mat de drapeau monté sur un support en maçonnerie et béton. Le mat sera composé de deux (2) tubes d'acier galvanisé de diamètre 60 et 40 cm le tout pour une hauteur totale de 7 m.

Le support en maçonnerie et béton sera de formes circulaires avec deux (2) marches. Le cercle supérieur aura un rayon de 1.00m.

Annexe 2

TRAVAUX COMPLEMENTAIRES POUR LA MODERNISATION ET L'EXTENSION DU CENTRE DE SECOURS D'URGENCE (C.S.U) DE L'AGNEBY-TIASSA - AGBOVILLE

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

Le présent devis a pour objet de définir les quantités des travaux à réaliser par lot et par corps d'état entrant dans la mise en œuvre du projet. Les quantités définies serviront à obtenir le devis estimatif par les entreprises en y ajoutant les prix unitaires. Les différentes rubriques constituant le devis sont :

A - Aménagement d'aires de manœuvre et de lavage de véhicules et de voirie

B - Construction d'une clôture avec portail métallique, portillons métalliques et niche compteur CIE/SODECI

C - Construction d'une guérite

D - Réalisation de divers travaux et fournitures

A/ AMENAGEMENT D'AIRES DE MANŒUVRE ET DE LAVAGE DE VEHICULE ET DE VOIRIE

Numéro	Désignation	Unité	Quantité	P.U.	Montant
0	**LOT 0 - GENERALITE**				
0.1	Installation du chantier				
1.1.2	Installation du chantier y compris 02 pancartes de chantier avec les logos des partenaires au projet, baraque de chantier repli, etc.	Forfait	1,00		
1.1.3	Implantation des ouvrages	Forfait	1,00		
	TOTAL 0				
1	**LOT 1 - TERRASSEMENT**				
1.1	PREPARATION DE TERRAIN				
1.1.5	Nettoyage général du site	m2	3 219,00		
1.1.6	Terrassement générale de l'ensemble des surfaces de travail				
1.3	REMBLAIS				
1.3.4	Remblais d'apport en terre graveleuse compactées par couches de 30 cm maximum	m3	163,78		
1.3.5	Couche de base composée d'un mélange de sable propre, de gravier concassé et de ciment dosé à 250k/m3	m3	85,19		
1.3.6	Nivellement définitif des aires à aménager	m2	445,95		
	TOTAL 1				
21	**LOT 21 ABORDS - ESPACES VERTS**				
21.1	TROTTOIRS ET AIRES DE CIRCULATIN				
21.1.1	F/P de Bordure en béton armé pour délimitation des espaces en géo pavés et de la voirie en béton	ml	52,30		
21.1.2	F/P de Bordure en béton armé pour délimitation des espaces en géo pavés et de la voirie en béton	ml	141,12		
21.1.3	Dallage de forme épaisseur 15cm béton dosé à 300 kg/m3 pour voie d'accès	m2	446,12		
21.1.4	Fourniture de pavés de type TRIEF épaisseur 11cm de chez SIBM ou équivalent sur couche de base	m2	462,95		

	TOTAL 21.				
TOTAL AMENAGEMENT D'AIRES DE MANŒUVRE ET DE LAVAGE DE VEHICULE ET DE VOIRIE					

B/ CONSTRUCTION D'UNE CLOTURE AVEC PORTAIL ET PORTILLONS METALLIQUES

Numéro	Désignation	Unité	Quantité	P.U.	Montant
1	**TERRASSEMENT**				
1.2	FOUILLES				
1.2.3	Fouilles en tranchée				
1.2.3.1	Fouilles en tranchée de 2ème catégorie	m3	72,00		
1.3.	REMBLAIS				
1.3.1.	Remblais provenant des fouilles	m3	32,40		
	TOTAL 1				
2	**GROS-OEUVRE**				
2.1	**FONDATIONS**				
2.1.1	Béton de propreté	m3	4,50		
2.1.2	Béton armé pour semelles				
2.1.2.1	Béton	m3	13,50		
2.1.2.2	Coffrage en bois local	m2			
2.1.2.3	Armature en aciers HA	kg	810,00		
2.1.3	Agglomérés				
2.1.3.1	Maçonnerie d'agglomérés de 15 pleins	m2	150,00		
2.1.4	Béton armé pour amorce de poteaux				
2.1.4.1	Béton	m3	4,59		
2.1.4.2	Coffrage en bois local	m2	168,00		
2.1.4.3	Armature en aciers HA	Kg	367,20		

2.1.5	Béton armé pour Chaînage bas				
2.1.5.1	Béton	m3	4,50		
2.1.5.2	Coffrage en bois local	m2	90,00		
2.1.5.3	Armature en aciers HA	Kg	270,00		
2.2	**ELEVATION**				
2.2.1	Maçonnerie en agglomérés de ciment				
2.2.1.1	Agglos creux de 15 en en élévation sur 1,60 m de haut	m2	240,00		
2.2.1.2	Claustras type ajourné en béton sur 0,60 m de haut	m2	90,00		
2.2.2	Béton armé pour Poteaux en élévation				
2.2.2.1	Béton	m3	7,65		
2.2.2.2	Coffrage	m2	105,00		
2.2.2.3	Armature en aciers HA	Kg	612,00		
2.2.3	Béton armé pour Couronnement				
2.2.3.1	Béton	m3	7,88		
2.2.3.2	Coffrage	m2	105,00		
2.2.3.3	Armature en aciers HA	Kg	472,50		
2.8.	**ENDUITS**				
2.8.1.	Enduit au ciment ordinaire sur murs extérieurs	m2	504,00		
2.9	**DIVERS**				
2.9.1	Construction d'une niche compteur CIE en maçonnerie couverture dalle pleine épaisseur 10cm de dimension : hauteur= 1,8m profondeur= 0,6m largeur= 1,20m	ens	1,00		
	Travaux de correction sur clôture existante				
	Béton	m3	1,08		
	Coffrage	m2	25,00		
	Armature en aciers HA	Kg	45,00		
	Enduit de rattrapage sur clôture existante	m2	467,40		
	TOTAL 2.				
6.	**LOT 6 - SERRURERIE**				
6.1.	OUVRAGES METALLIQUES				

6.1.1	Portail métallique de 6,00 x 2,00 coulissant sur rails : allège en tôle d'acier 15/10è deux faces hauteur 1,00m surmontés de grilles en tube d'aciers carrés 80 x 80	u	1,00		
6.1.2	Portillons métalliques de 1,00 x 2,40 de même type que le portail	u	2,00		
6.1.3	Grille métallique pour niche CIE	u	1,00		
	TOTAL 6.				
18.	**LOT 18 - PEINTURE**				
18.1.	PEINTURE EXTERIEURES				
18.1.1	Une couche de peinture type PANTIPRIM pour imprégnation et deux couches de finition type PANTEX 1300 de couleur d'usine sur murs enduits ciment	m2	971,40		
18.1.2	Peinture dito sur Claustras	m2	225,00		
18.1.3	Peinture sur ouvrages métalliques, dito, de couleur d'usine	m2	33,60		
	TOTAL 18.				
TOTAL CLOTURE					

C/ CONSTRUCTION D'UNE GUERITE

Numéro	Désignation	Unité	Quantité	P.U.	Montant
1	**TERRASSEMENT**				
1.2	FOUILLES				
1.2.3	Fouilles en tranchée				
1.2.3.1	Fouilles en tranchée de 2ème catégorie	m3	4,89		
1.3.	REMBLAIS				
1.3.1.	Remblais provenant des fouilles	m3	2,59		
	TOTAL 1				
2	**GROS-OEUVRE**				

2.1	**FONDATIONS**				
2.5.	Béton de propreté	m3	0,31		
2.1.2	Béton armé pour semelles				
2.1.2.1	Béton	m3	0,92		
2.1.2.2	Coffrage en bois local	m2			
2.1.2.3	Armature en aciers HA	kg	64,80		
2.1.3	Agglomérés				
2.1.3.1	Maçonnerie d'agglomérés de 15 pleins	m2	12,24		
2.1.4	Béton armé pour amorce de poteaux				
2.1.4.1	Béton	m3	0,36		
2.1.4.2	Coffrage	m2	4,48		
2.1.4.3	Armature en aciers HA	Kg	28,80		
2.1.5	Béton armé pour Chaînage bas				
2.1.5.1	Béton	m3	0,31		
2.1.5.2	Coffrage en bois local	m2	10,71		
2.1.5.3	Armature en aciers HA	Kg	24,80		
2.2	**ELEVATION**				
2.2.1	Maçonnerie en agglomérés de ciment				
2.2.1.1	Agglos creux de 15 en élévation	m2	24,48		
2.2.1.2	Agglos creux de 10 pour acrotère	m2	3,32		
2.2.2	Poteaux en élévation				
2.2.2.1	Béton	m3	0,60		
2.2.2.2	Coffrage	m2	3,36		
2.2.2.3	Armature en aciers HA	Kg	48,00		
2.2.3	Chainage haut				
2.2.3.1	Béton	m3	0,36		
2.2.3.2	Coffrage	m2	15,85		
2.2.3.3	Armature en aciers HA	Kg	43,21		
2.3	**SOL**				
2.3.2	Dallage et chape				
2.3.2.1	Dallage en gros béton dosé à 300kg m3 épaisseur 12cm chape incorporée lissée	m2	5,00		

2.3.2.1	Chape incorporée au dallage finition lissée	m2	5,00		
2.4	**PLANCHER**				
2.4.1	Dalle plein de 12cm d'épaisseur y compris coffrage en bois local et armature den acier HA	m2	14,76		
2.8.	**ENDUITS**				
2.8.1.	Enduit au ciment ordinaire sur murs extérieurs et intérieurs et sur acrotère en maçonnerie	m2	90,80		
2.8.2	Enduit sous dalle	m2	14,76		
	TOTAL 2.				
3	**LOT 3 - ETANCHEITE**				
3.1	Forme de pente				
3.1.1	Forme de pente au mortier de ciment	m2	14,76		
3.2.1	Etanchéité en partie courante bicouche composé d'un EAC et d'une feuille de chape 40 auto protégé	m2	14,76		
3.2.2	Relevée d'étanchéité sur une hauteur de 0,30	ml	10,20		
	TOTAL 2.				
6.	**LOT 6 - SERRURERIE**				
6.1.	OUVRAGES METALLIQUES				
6.1.6	Grille anti vol sur fenêtres de 0,80 x 0,95	u	2,00		
6.1.7	Grille anti vol pour guichet de 0,80 x 0,60	u	1,00		
6.1.8	Portillons métalliques de 1,00 x 1,90 en tôle 15:10è deux faces y compris cadre, serrure et toute sujétion de pose	u	1,00		
	TOTAL 6.				
6.	**LOT 16 - MENUISERIE BOIS- QUICAILLERIE**				
6.1.	Menuiserie bois				
6.1.4	Fenêtres de 0,60 x 0,80 cadre bois à vitrer type naco	u	2,00		
	TOTAL 16.				
18.	**LOT 18 - PEINTURE**				
18.1.	PEINTURE EXTERIEURE ET INTERIEURE				

18.1.1	Une couche de peinture type PANTIPRIM pour imprégnation et deux couches de finition type PANTEX 1300 de couleur d'usine sur murs enduits ciment	m2	107,90		
18.1.2	Peinture sur ouvrages métalliques, dito, de couleur d'usine	m2	2,14		
	TOTAL 18.				
TOTAL GUERITE					

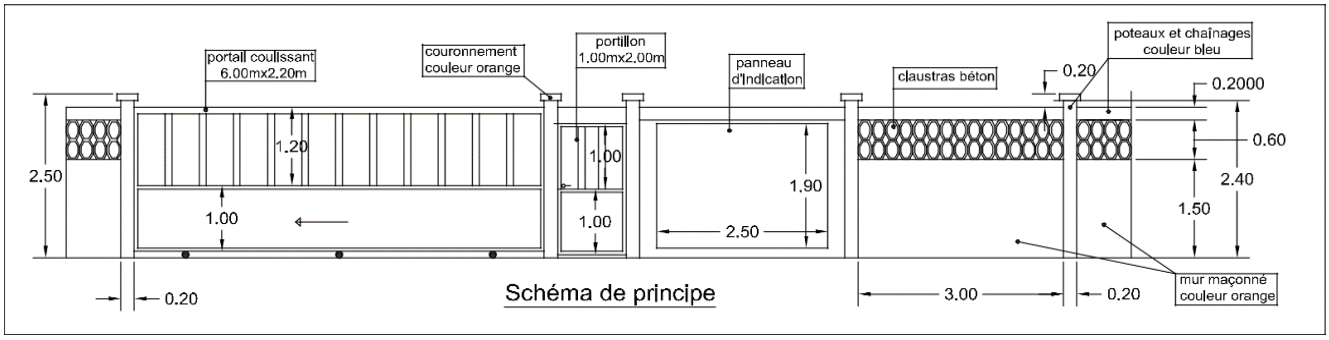
D/ REALISATION DE DIVERS TRAVAUX ET FOURNITURES

Numéro	Désignation	Unité	Quantité	P.U.	Montant
1	**SECURITE INCENDIE**				
1.1	F/P de poteau d'incendie de diamètre 100 y compris branchement au réseau SODECI et toutes sujétion de pose	ens	1,00		
2	**ECLAIRAGE PUBLIC**				
2.1	F/P de lampadaires solaire système « tout-en-un » de marque Aérolite-Zéro3 ou équivalent y compris bactérie, convertisseur et toutes sujétion de pose. Hauteur finie minimum 5,00 m.	u	3,00		
3	**DIVERS TRAVAUX ET FORUNITURES**				
3.1	Mat de drapeau y compris socle circulaire de diamètre 2,5m en maçonnerie et poteau en tubes d'acier de 60 mm et 40mm de diamètre le tout sur une hauteur hors sol minimum de 7,00mètres	u	1,00		
3.2	Enseigne mural d'identification de 2,50 m x 1,90 m de hauteur ; impression sur du plexiglass d'épaisseur de 5mm, vinyle aux logos des partenaires avec une bordure en bois	ens	1,00		
3.3	Panneaux de signalisation et/ou directionnels : impression numérique sur support vinyle collé sur une feuille de tôle galvanisée découpées selon les besoins	ens	8,00		
					0

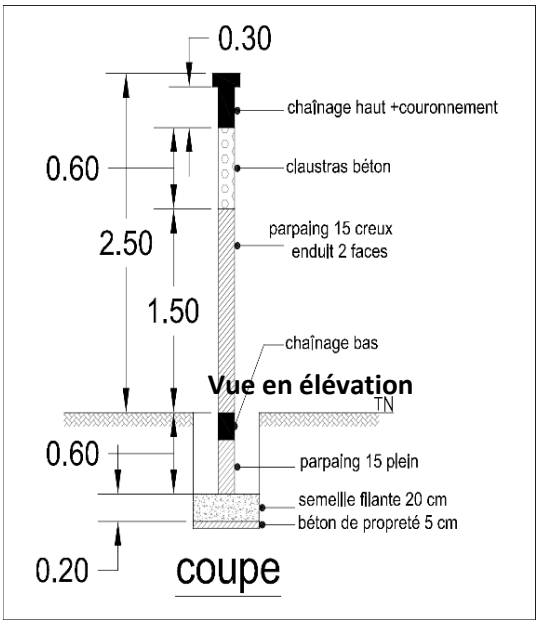
RECAPITULATIF GENERAL

N°	**DESIGNATION**	MONTANT
A	Aménagement d'aires de manœuvre et de lavage de véhicules et de voirie	
B	Construction d'une clôture avec portail et portillons métallique y compris une niche d'abonnement CIE/SODECI	
C	Construction de guérite	
D	Réalisation de divers travaux et fourniture complémentaires	
TOTAL GENERAL		

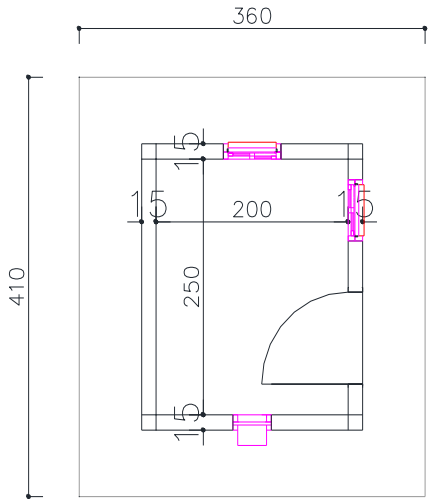
PIECES GRAPHIQUES



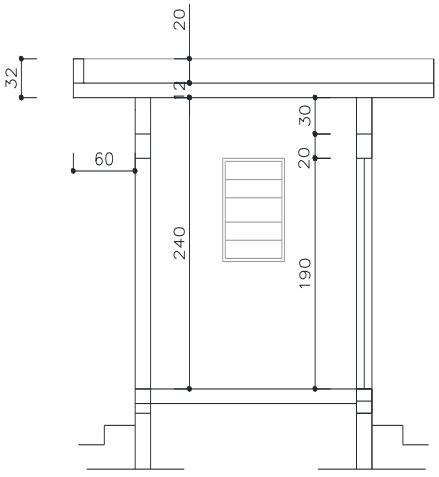
CLOTURE, PORTAIL ET PORTILLON



GUERITE



Vue en plan



Coupe A-A

Conditions Générales du Contrat applicables aux travaux

1. DÉFINITIONS

Aux fins des présentes et sous réserve des exigences du contexte, les termes et expressions suivants signifieront:

(1) "Maître d'ouvrage "

le---------- représenté par ----------

(2) "Maître d'ouvrage délégué" désignera le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Côte d'Ivoire.

(3) "Entrepreneur" désignera la Partie contractante dont le Maître d'ouvrage délégué aura accepté la soumission et avec laquelle il aura conclu le contrat.

(4) "Ingénieur" ou le "Maître d'œuvre" désignera la personne ou société nommée par le PNUD à la direction et au contrôle des travaux et dont le nom sera notifié par écrit à l'Entrepreneur.

(5) "Contrat" désignera le marché conclu par les parties pour l'exécution des travaux, y compris les présentes conditions générales et particulières.

(6) "Travaux" désignera les ouvrages devant être exécutés et complétés en conformité avec le Contrat.

(7) "Travaux provisoires" désignera les ouvrages sans caractère permanent qui ne seront pas incorporés aux Travaux.

(8) "Plans" et "Devis" désignera les dessins, spécifications, calculs et informations visés par le contrat ainsi que toute modification pouvant y être apportée par l'Ingénieur ou soumise par l'Entrepreneur sous réserve d'un accord écrit de l'Ingénieur.

(9) "Devis estimatif" désignera, dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, le volume de travail et la ventilation par postes des travaux à exécuter, précisant pour chaque poste la quantité et le prix unitaire correspondant.

(10) "Montant du Contrat" indiquera la valeur indiquée par le Contrat représentant les coûts des travaux payables à l'Entrepreneur après exécution à bonne fin de ces travaux et correction de tous les vices de construction.

(11) "Chantier" désignera le terrain et autres emplacements où s'effectueront les Travaux ou Travaux provisoires.

2. EMPLOI DU SINGULIER ET DU PLURIEL

Les mots désignant des personnes ou parties incluent les sociétés ou entreprises et les mots au singulier seront réputés inclure le pluriel et réciproquement lorsque le contexte l'exigera.

3. TITRES OU NOTES

Les titres ou notes figurant dans les documents contractuels ne seront pas considérés comme en faisant partie et ne devront pas être pris en considération pour leur interprétation.

4. LIENS JURIDIQUES

L'Entrepreneur et l'Ingénieur agiront en qualité d'entreprises indépendantes à l'égard du PNUD. Le Contrat ne devra pas être interprété comme créant entre l'Ingénieur et l'Entrepreneur un lien contractuel de quelque nature que ce soit, étant entendu toutefois que l'Ingénieur pourra exiger dans le cadre de ses fonctions, telles que définies au Contrat, l'exécution par l'Entrepreneur de ses obligations prévues par le Contrat. Aucune disposition des Documents contractuels ne créera de lien contractuel entre le PNUD ou son Ingénieur et tout sous-traitant engagé par l'Entrepreneur.

5. OBLIGATIONS ET ATTRIBUTIONS DE L'INGÉNIEUR

(1) L'Ingénieur assurera la direction et le contrôle des travaux en conformité avec les dispositions des documents contractuels. Il assumera plus particulièrement les fonctions suivantes.

(2) L'Ingénieur sera le représentant du PNUD auprès de l'Entrepreneur pendant toute la durée des travaux de construction, jusqu'au paiement final. Il donnera conseil et se maintiendra en consultation auprès du PNUD. Les instructions données par le PNUD à l'Entrepreneur seront transmises par l'intermédiaire de l'Ingénieur qui aura le pouvoir d'agir au nom du PNUD dans les limites prévues par le Contrat et par ses avenants. Les attributions de l'Ingénieur en tant que représentant du Maître d'ouvrage délégué ne pourront pas être modifiées au cours de l'exécution du Contrat sans l'accord écrit de toutes les parties concernées.

(3) L'Ingénieur se rendra périodiquement sur le chantier pour évaluer la progression et la qualité des travaux et, d'une façon générale, pour s'assurer qu'ils avancent conformément aux documents contractuels. Sur la foi de ses observations, il tiendra le Maître d'ouvrage délégué informé de l'état et de la progression des travaux.

(4) L'Ingénieur ne sera pas réputé responsable des moyens, méthodes ou techniques de construction, de la séquence des opérations et des programmes de sécurité au travail, ni des actes, omissions ou inexécution de l'Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de leurs préposés ou employés, ni de toute autre personne fournissant des services dans le cadre des Travaux ou des travaux provisoires, sauf si de tels actes, omissions ou inexécutions résultent du défaut de l'Ingénieur à accomplir ses obligations en conformité avec le Contrat le liant au Maître d'ouvrage délégué.

(5) L'Ingénieur pourra à tout moment avoir accès aux Travaux en préparation ou en cours d'exécution. L'Entrepreneur lui assurera toutes les facilités lui permettant de s'acquitter de ses fonctions.

(6) L'Ingénieur déterminera les montants dus à l'Entrepreneur et établira les Certificats de Paiement correspondants, sur la foi de ses propres observations et de son évaluation des demandes de paiement de l'Entrepreneur.

(7) L'Ingénieur examinera et approuvera les ébauches de dessins, les normes applicables aux matériaux, échantillons et autres composantes présentés par l'Entrepreneur en vue de s'assurer de leur conformité avec la conception générale des travaux et avec les prescriptions et les normes énoncées dans les Documents contractuels. Il statuera sur ces questions avec diligence et dans les délais convenus, afin de ne pas retarder les Travaux. L'accord de l'Ingénieur sur une composante spécifique n'impliquera pas automatiquement l'approbation de tout l'ensemble dans lequel elle est incorporée.

(8) L'Ingénieur interprètera les exigences contractuelles par lesquelles la performance de l'Entrepreneur sera jugée. Toutes les interprétations et les instructions de l'Ingénieur devront être conformes à la lettre et à l'esprit des Documents contractuels et devront être données par écrit ou sous forme de dessins. Chacune des Parties pourra demander par écrit à l'Ingénieur de lui communiquer son interprétation. Celui-ci fournira ses

interprétations avec diligence et dans les délais convenus. Tout différend relatif à une interprétation par l'Ingénieur des documents contractuels ou relatif à l'exécution des travaux sera soumis aux modalités de l'article 71 des Conditions générales.

(9) A moins que le Contrat n'en dispose autrement, l'Ingénieur ne sera pas habilité à relever l'Entrepreneur de l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat, ni à autoriser des paiements additionnels, des changements ou des délais d'exécution aux Travaux, sans l'accord écrit du Maître d'ouvrage délégué.

(10) S'il est mis fin aux fonctions de l'Ingénieur, le PNUD nommera pour le remplacer un autre professionnel ou société qualifiée.

(11) L'Ingénieur pourra refuser tous travaux ou fournitures non conformes aux documents contractuels. S'il le juge nécessaire ou opportun et dans le cadre des objectifs du Contrat, il pourra exiger une inspection, des tests, des contrôles ou des essais spéciaux à quelque stade que ce soit des Travaux. Toutefois, ni les pouvoirs de l'Ingénieur ni sa décision prise de bonne foi de les exercer ou non ne donneront lieu à une obligation ou à une responsabilité quelconque de sa part à l'égard de l'Entrepreneur, d'un sous-traitant ou de leurs préposés ou employés ou de toute autre personne accomplissant des services dans le cadre des Travaux.

(12) L'Ingénieur procèdera par inspections pour déterminer les dates d'achèvement partiel, provisoire et final des Travaux. Il recevra et soumettra à l'examen du PNUD les garanties écrites et la documentation connexe prévue par le Contrat, colligées par l'Entrepreneur, et établira le Certificat de Paiement Final après s'être assuré que les conditions visées à l'article 47 sont bien remplies.

(13) Si le PNUD et l'Ingénieur en conviennent ainsi, ce dernier pourra fournir les services d'un ou plusieurs représentants pour l'aider à s'acquitter de ses responsabilités sur le chantier. Il notifiera alors par écrit le Maître d'ouvrage délégué et l'Entrepreneur des obligations, responsabilités et pouvoirs de ce ou de ces représentants.

6. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRENEUR

(1) Obligation de se conformer aux stipulations du Contrat

Dans le cadre de ses obligations expresses ou tacites stipulées par le Contrat, l'Entrepreneur devra à la satisfaction de l'Ingénieur, exécuter et veiller à l'état des Travaux, remédier à tout défaut possible et fournir toute la main-d'œuvre, y compris la supervision de celle-ci, ainsi que les matériaux, le matériel de construction et tous autres éléments à caractère temporaire ou permanent nécessaires à cette fin, avec un soin et une diligence appropriée. L'Entrepreneur se conformera étroitement aux instructions et aux directives de l'Ingénieur pour tout ce qui touche à l'exécution des Travaux.

(2) Responsabilité des opérations sur le chantier

L'Entrepreneur sera entièrement responsable de la stabilité et de la sécurité de toutes les opérations et installations sur le chantier à l'exception de cas visés par des stipulations particulières du Contrat concernant la conception ou les prescriptions techniques des Travaux ou des Travaux provisoires établies par l'Ingénieur.

(3) Responsabilité concernant la main-d'œuvre

L'Entrepreneur sera responsable de la compétence professionnelle et technique de ses employés et devra choisir pour la réalisation des ouvrages prévus par le Contrat des personnes qui respecteront consciencieusement, les règles de l'art, les coutumes locales, et maintiendront au cours des Travaux un comportement irréprochable.

(4) Autorité compétente

L'Entreprise ne sollicitera ni n'acceptera aucune instruction d'aucune autorité, à l'exception de l'Ingénieur et/ou du Maître d'ouvrage délégué, et elle agira constamment dans l'intérêt du PNUD en s'abstenant de toute action pouvant lui porter préjudice.

(5) Intégrité des fonctionnaires

L'Entrepreneur garantit qu'il n'a accordé ou n'accordera aucun avantage, direct ou indirect à aucun fonctionnaire du PNUD en considération de l'attribution du Contrat. Toute infraction à cette clause constituera une cause de résiliation du Contrat.

(6) Utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD et des Nations Unies

L'Entreprise ne rendra public d'aucune façon, qu'elle exécute ou a exécuté des travaux ou qu'elle fournit ou a fourni des services pour le compte du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies. L'Entreprise s'abstiendra d'utiliser le nom, l'emblème ou le sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de ses activités, à des fins publicitaires ou à toutes autres fins.

(7) Confidentialité des documents

Tous documents, dessins, cartes, photographies, mosaïques, plans, manuscrits, dossiers, rapports, recommandations, évaluations et autres données élaborés ou utilisés par l'Entreprise dans le cadre du Contrat seront la propriété du PNUD et devront lui être remis au terme du Contrat. Ils devront être traités sous le sceau de la confidence et ne pourront être communiqués à des tiers qu'avec l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage délégué.

7. CESSION ET SOUS-TRAITANCE

(1) Cession du Contrat

L'Entrepreneur ne pourra céder, transférer, donner en gage ni aliéner d'aucune autre manière tout ou partie du Contrat, non plus que les droits, créances ou obligations en découlant, sans l'autorisation préalable écrite du PNUD.

(2) Sous-traitance

Lorsque l'Entrepreneur aura besoin des services de sous-traitants il devra préalablement obtenir, pour chacun d'entre eux, l'approbation écrite de l'Ingénieur. Une telle approbation ne dispensera l'Entrepreneur d'aucune de ses obligations visées par le Contrat, les dispositions des contrats de sous-traitance devant être subordonnées et conformes à celles du Contrat.

(3) Transfert des obligations du sous-traitant

Si un sous-traitant a contracté à l'égard de l'Entrepreneur, pour les travaux qu'il a exécutés ou pour les biens, matériaux, équipements et services qu'il aura fournis, des obligations dont la durée s'étendra au-delà de la période de garantie prévue par le contrat, l'Entrepreneur devra à l'expiration de cette période, transférer immédiatement au Maître de l'ouvrage, à la demande et aux frais de ce dernier, le bénéfice de ces obligations pour la durée non encore expirée de ces dernières.

8. PLANS ET DEVIS

(1) Garde des plans et devis

Les plans et devis resteront sous la seule garde de l'Ingénieur, à l'exception de deux (2) exemplaires fournis gratuitement à l'Entrepreneur. L'Entrepreneur fera à ses propres frais toutes les autres copies dont il pourrait avoir besoin. A l'achèvement final des Travaux, l'Entrepreneur restituera au PNUD tous les plans et devis fournis dans le cadre du Contrat.

(2) Disponibilité des plans et devis sur le chantier

Un exemplaire des plans et devis fournis à l'Entrepreneur selon l'article 8.1 ci-dessus devra être conservé par ce dernier sur le chantier et être disponible à tout moment raisonnable pour consultation et utilisation par l'Ingénieur et toute autre personne autorisée par écrit par ce dernier.

(3) Délais et entraves aux Travaux

L'Entrepreneur devra informer l'Ingénieur par écrit chaque fois que le calendrier ou la progression des Travaux risquera d'être retardée ou entravée lorsque ce dernier ne délivrera pas dans un délai raisonnable un plan ou dessin ou un ordre supplémentaire, y compris une directive, une instruction ou une approbation. L'avis devra préciser quel plan, devis ou autre sera requis, pourquoi et quand il sera requis, ainsi que le retard ou l'entrave risquant d'intervenir si ce plan ou dessin ou cet ordre tardait à venir.

9. JOURNAL DE CHANTIER

L'Entrepreneur tiendra un Journal de chantier avec pages numérotées sur le chantier, en trois exemplaires, un original et deux copies. L'Ingénieur sera habilité de temps à autre à passer de nouveaux ordres, fournir de nouveaux dessins et donner de nouvelles directives à l'Entrepreneur en vue d'une exécution satisfaisante des Travaux. Ce dernier sera tenu de les respecter.

Tout ordre devra être daté et signé par l'Ingénieur et l'Entrepreneur.

Si l'Entrepreneur désire refuser un ordre dans le Journal de chantier il devra en informer le Maître d'ouvrage délégué par l'intermédiaire de l'Ingénieur au moyen d'une annotation portée dans le Journal de chantier dans les trois (3) jours suivant la date de l'ordre qu'il aura l'intention de refuser. Dans le cas de non-respect de cette règle, l'Entrepreneur sera réputé l'avoir accepté et n'aura plus la possibilité de le refuser par la suite.

L'original du Journal de chantier devra être remis au Maître d'ouvrage délégué à l'acceptation finale des Travaux. Les deux copies resteront en possession de l'Ingénieur et de l'Entrepreneur, respectivement.

10. GARANTIE D'EXÉCUTION

(1) Afin d'assurer au Maître d'ouvrage délégué la réparation de tout préjudice résultant de l'inexécution de ses obligations contractuelles, l'Entrepreneur fera émettre une garantie de bonne fin au profit du Maître d'ouvrage délégué à la signature du Contrat. Le montant et la nature de cette garantie (garantie ou caution de bonne fin) seront indiqués dans le Contrat.

(2) La garantie de bonne fin ou la caution bancaire devra être délivrée par une compagnie d'assurance ou une banque accréditée et sous la forme indiquée à l'Annexe I de ces Conditions Générales et devra rester en vigueur pendant les Travaux et jusqu'à 28 jours après délivrance du Certificat de Réception Définitive. Elle devra être restituée à l'Entrepreneur dans un délai de 28 jours à compter de la délivrance par l'Ingénieur du Certificat de Réception Définitive, pourvu que l'Entrepreneur ait alors acquitté, s'il y a lieu, toutes les sommes dues au Maître d'ouvrage délégué en vertu du Contrat.

(3) Si l'endosseur de la garantie d'exécution ou de la caution bancaire devient insolvable ou n'est plus en mesure d'exercer ses engagements dans le pays où s'exécute le Contrat, l'Entrepreneur devra dans les cinq jours suivants constituer une nouvelle garantie de bonne fin.

11. INSPECTION DU CHANTIER

L'Entrepreneur sera réputé avoir reconnu et examiné les lieux et leurs parages avant d'avoir fait sa soumission et s'être fait une opinion sur toutes les questions liées aux caractéristiques du terrain et de son sous-sol, à la topographie et à la nature du chantier, au tracé et à la nature des pipelines, conduites, égouts, drains, câbles ou autres services sur place, à la quantité et à la nature des activités et des matériaux nécessaires à la réalisation des Travaux, aux moyens d'accès au chantier et aux locaux dont il pourra avoir besoin et, d'une façon générale, avoir obtenu toutes les informations nécessaires quant aux risques, conditions climatiques,

hydrauliques et naturelles et autres circonstances susceptibles d'influencer ou d'affecter sa soumission, et il ne sera donné suite à aucune réclamation à cet égard contre le Maître d'ouvrage délégué.

12. ADÉQUATION DE LA SOUMISSION

L'Entrepreneur s'est assuré de la rectitude et de l'adéquation des prix proposés lors de sa soumission et confirmera que le Montant du Contrat couvrira toutes ses obligations en vertu du Contrat et tout ce qui sera nécessaire à la parfaite exécution des Travaux, à moins qu'il n'en soit stipulé différemment par le Contrat.

13. PROGRAMME D'EXÉCUTION

Dans le délai prévu dans le Contrat, l'Entrepreneur devra soumettre un programme d'exécution détaillé indiquant l'ordre dans lequel et comment il se propose de réaliser les Travaux. Lors de l'établissement de son programme, l'Entrepreneur devra tenir dûment compte de la priorité que revêtent certains travaux. L'Entrepreneur reverra ledit programme si l'Ingénieur considère qu'il doit être modifié pendant l'exécution des Travaux. Sur demande de l'Ingénieur, l'Entrepreneur devra indiquer par écrit les dispositions qu'il a prises pour réaliser les Travaux et l'informer du matériel de construction et des Travaux provisoires qu'il a l'intention de fournir, d'utiliser ou de construire, selon le cas. La présentation de ce programme ou des modifications à ce dernier ainsi que la production des informations exigées par l'Ingénieur ne déchargeront aucunement l'Entrepreneur des obligations qui lui incombent en vertu du Contrat, ni de l'incorporation au programme de travail d'une modification quelconque à quelque stade que ce soit de la réalisation des Travaux, et ne donnera droit à l'Entrepreneur à aucun paiement supplémentaire de ce fait.

14. RÉUNION DE CHANTIER HEBDOMADAIRE

Une réunion de chantier hebdomadaire sera tenue entre les représentants de l'Entrepreneur, de l'Ingénieur et du Maître d'ouvrage délégué afin de vérifier que les Travaux progressent normalement et sont exécutés conformément au Contrat.

15. PLANS, DEVIS OU INSTRUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

(1) L'Ingénieur pourra avec l'approbation du Maître d'ouvrage délégué et au moyen de Changement d'ordres, donner des instructions à l'Entrepreneur concernant toute modification d'ensemble ou de détail dans la quantité ou la qualité des Travaux qui lui semblera nécessaire.

(2) L'exécution de ces changements d'ordres sera soumise à l'article 48 des présentes.

16. SURINTENDANCE DES TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur assurera ou fera assurer la surintendance nécessaire, pendant la réalisation des Travaux et, par la suite, aussi longtemps que l'Ingénieur le jugera nécessaire pour la parfaite exécution des obligations assumées par l'Entrepreneur en vertu du Contrat. L'Entrepreneur ou son agent ou un représentant qualifié, dûment approuvé par écrit par l'Ingénieur (ladite approbation pouvant à tout moment être retirée), devra se trouver constamment sur le chantier et consacrer tout son temps à la surintendance des Travaux. Si cette approbation est retirée selon l'article 17.2 ou le retrait d'un agent de l'Entrepreneur est demandé par le Maître d'ouvrage délégué en vertu de l'article 17.3 ci-dessous, l'Entrepreneur devra après avoir reçu la notification écrite de ce retrait, et aussitôt qu'il sera raisonnablement possible de ce faire, retirer son agent ou son représentant sur le chantier et le remplacer par un autre agent ou représentant agréé par l'Ingénieur. L'Entrepreneur ne pourra pas se réclamer de l'article 17(2) ci-dessous pour employer par la suite sur le chantier l'agent ou le représentant dont le retrait lui aura été demandé, quelles que puissent être ses attributions.

17. PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

(1) l'Entrepreneur devra fournir et employer sur le chantier, jusqu'à la parfaite exécution des Travaux y compris la correction de défauts de construction :

a) des membres d'un personnel technique qualifiés et expérimentés dans leurs métiers respectifs, ainsi que des agents, contremaîtres et chefs d'équipe capables de superviser efficacement les Travaux qui leur seront confiés ;

b) toute autre main-d'œuvre qualifiée, ouvriers qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés, nécessaire à la parfaite et ponctuelle réalisation des Travaux.

(2) L'Ingénieur pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il retire immédiatement du chantier toute personne employée par ce dernier aux fins de l'exécution ou de l'entretien des Travaux s'il estime que son comportement ou l'incompétence ou la négligence avec lesquelles elle s'acquitte de ses fonctions le justifie ou s'il considère, pour toute autre raison, qu'elle ne devrait pas être engagée sur le chantier. Dans ce cas l'intéressé ne devra plus être employé sur le chantier sans autorisation écrite de l'Ingénieur. Toute personne ainsi exclue du chantier devra être remplacée dès que possible par une personne compétente approuvée par l'Ingénieur.

(3) L'Entrepreneur devra, sur demande écrite du Maître d'ouvrage délégué, retirer du chantier tout membre de son personnel qui, de l'avis de ce dernier, ne se conforme pas aux critères de l'article 17.1. Cette demande de retrait ou de remplacement ne pourra pas constituer une cause de résiliation ou de terminaison partielle ou totale du Contrat. Tous les frais résultant du retrait ou du remplacement d'un ou de membres du personnel de l'Entrepreneur seront à la charge de ce dernier.

18. IMPLANTATION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur devra veiller à ce que les Travaux soient mis en place avec exactitude en ce qui concerne les points de repère, lignes et niveaux de référence notifiés par écrit par l'Ingénieur, à ce que le positionnement, les nivellements, le dimensionnement et l'alignement de tous les éléments soient conformes aux règles de l'art et à ce que tous les instruments, appareils et main-d'œuvre nécessaires à cette fin soient disponibles. Si une erreur apparaissait ou survenait dans le positionnement, le nivellement, le dimensionnement ou l'alignement d'un élément quelconque des Travaux pendant leur réalisation, l'Entrepreneur, rectifiera cette erreur à ses propres frais et à la satisfaction de l'Ingénieur.

19. SURVEILLANCE ET ÉCLAIRAGE

L'Entrepreneur devra fournir et maintenir en parfait état et à ses propres frais tout dispositif d'éclairage, de protection, de clôture et de gardiennage nécessaires aux Travaux ou exigés par l'Ingénieur ou par toute autorité dûment constituée afin d'assurer la protection des Travaux ou la sécurité et la commodité du public ou pour tout autre fin utile.

20. MAINTIEN EN ÉTAT DES TRAVAUX

(1) Du début jusqu'à la fin des Travaux, dont il sera fait foi par le Certificat de réception définitive des Travaux, l'Entrepreneur sera pleinement responsable du maintien en bon état des Travaux et des ouvrages provisoires. En cas de perte ou de dommages causés à tout ou partie des ouvrages et pour quelque cause que ce soit (sous réserve des cas de force majeure définis à l'article 66 des présentes), il devra les réparer et les remettre en état à ses propres frais, de sorte qu'à leur achèvement, ils soient en ordre et en bonne condition et conformes à tous égards aux dispositions du Contrat et aux instructions de l'Ingénieur. L'Entrepreneur sera également responsable de tout dommage qui serait causé aux ouvrages à l'occasion de toute opération réalisée par lui dans le cadre des obligations lui incombant en vertu de l'article 47 des présentes.

(2) Il incombera entièrement à l'Entrepreneur de vérifier la conception, l'ingénierie et les aspects techniques des Travaux et d'informer le Maître d'ouvrage délégué des erreurs ou des vices de conception de nature à affecter les Travaux.

21. ASSURANCE DES TRAVAUX

Sous réserve des restrictions aux obligations et aux responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 20 des présentes Conditions générales, l'Entrepreneur devra à la signature du Contrat souscrire une assurance au

bénéfice conjoint du PNUD et de l'Entrepreneur (a) les couvrant pendant la période stipulée à l'article 20 (1) ci-dessus contre toute perte ou tout dommage, sauf cas de force majeure définis par l'article 66 de ces Conditions générales, et (b) les couvrant contre toute perte ou tout dommage occasionné par l'Entrepreneur de sorte que le Maître d'ouvrage délégué et l'Entrepreneur soient couverts pendant la période stipulée à l'article 20 (1) ci-dessus ainsi que pendant la période de garantie, contre toute perte ou tout dommage résultant d'une cause antérieure à cette période de garantie et contre toute perte ou tout dommage occasionné par l'Entrepreneur au cours des opérations réalisées par lui dans le but de satisfaire aux obligations lui incombant en vertu de l'article 47. Cette assurance devra couvrir :

(1) Les ouvrages, y compris les matériaux, fournitures et équipements qui devront y être incorporés, au coût de leur remplacement intégral plus un montant supplémentaire de dix pour cent (10%) de tous ces coûts de remplacement couvrant les frais directs ou accessoires, y compris la réparation d'un préjudice ou d'un dommage, les honoraires et les frais de démolition et d'enlèvement de toute partie des ouvrages et de l'enlèvement des débris de toute nature.

(2) Le matériel de construction et autres équipements livrés par l'Entrepreneur sur le chantier ou leur valeur de remplacement.

(3) Une assurance couvrant les responsabilités et les garanties stipulées à l'article 52(4).

Cette police d'assurance devra être souscrite auprès d'un assureur, dans des conditions agréées par le PNUD étant entendu que ce dernier ne pourra la refuser sans motif raisonnable. Chaque fois que lui en sera fait la demande, l'Entrepreneur devra présenter à Ingénieur la ou les polices d'assurance et les quittances des primes échues.

22. DOMMAGES CORPORELS ET MATÉRIELS

Sauf disposition à l'effet contraire, l'Entrepreneur devra tenir le PNUD, ses représentants, agents, employés et préposés, quittes et indemnes et prendre leur fait et cause à raison de toute action judiciaire, réclamation, mise en demeure, procédures, recours en dommages-intérêts, honoraires et frais de Cour ou dépenses de quelque nature que ce soit résultant des actes, erreurs ou omissions de l'Entrepreneur ou de ses représentants, agents, employés, préposés ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat. Les dispositions de cet article s'appliqueront aux actions judiciaires, réclamations, mises en demeurer, procédures et recours en dommages-intérêts pour accidents de travail résultant de l'application de brevets ou de procédés déposés. Aucune disposition des présentes ne sera réputée engager la responsabilité de l'Entrepreneur :

(1) en ce qui concerne l'utilisation ou l'occupation permanente de tout ou partie du terrain servant au Chantier ;

(2) à l'égard du droit du Maître d'ouvrage délégué d'exécuter tout ou partie des Travaux sur, au-dessus, en-dessous ou de part et d'autre de ce terrain ;

(3) à l'égard de tous les empiètements, qu'ils soient temporaires ou permanents, affectant une servitude de vue, de passage aérien ou maritime ou autre résultant inévitablement de la réalisation des Travaux conformément au Contrat ;

(4) pour le décès, les dommages corporels ou matériels causés par tout acte, faute ou négligence commis par le PNUD ou ses agents ou préposés ou par quelqu'autre Entrepreneur pendant la durée du Contrat.

23. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

(1) Caractère obligatoire de l'assurance responsabilité civile

Sous réserve des obligations lui incombant selon l'article 20, l'Entrepreneur devra, avant le démarrage des Travaux, souscrire une assurance couvrant sa responsabilité pour tout décès, dommage corporel ou matériel et pour toute perte ou tout dommage pouvant être causé à des biens, y compris ceux du Maître d'ouvrage

délégué ou à toute personne, y compris tout agent du PNUD dans le cadre de la réalisation des ouvrages ou de l'exécution du Contrat à la suite d'un événement autre que ceux visés dans les conditions stipulées dans l'article 22 ci-dessus.

(2) Étendue de la couverture d'assurance

Cette assurance devra être souscrite pour un montant au moins égal à celui stipulé dans le Contrat auprès d'un assureur et dans des termes acceptables par le Maître d'ouvrage délégué, étant entendu que l'approbation de ce dernier ne pourra être refusée sans motif raisonnable. Chaque fois qu'il lui en sera fait la demande, l'Entrepreneur devra présenter au Maître d'ouvrage délégué ou à l'Ingénieur la ou les polices d'assurance et les quittances des primes échues.

(3) Indemnisation du Maître d'ouvrage délégué

La police d'assurance souscrite inclura une clause prévoyant que l'assureur prendra le fait et cause et tiendra quitte et indemne le Maître d'ouvrage délégué à l'égard de recours ou d'indemnités dévolus à l'Entrepreneur en vertu des présentes.

24. ACCIDENTS DE TRAVAIL

(1) Le Maître d'ouvrage délégué ne sera pas tenu responsable des dommages-intérêts ou des indemnisations dûs en vertu de législations en vigueur à la suite de tout accident de travail subi par un ouvrier ou par toute autre personne employée par l'Entrepreneur ou par un sous-traitant, sauf s'il s'agit d'un accident ou d'un dommage corporel résultant d'un acte ou d'une faute du PNUD ou de ses agents ou préposés. Sous réserve des dispositions susmentionnées, l'Entrepreneur tiendra quitte et indemne le PNUD et prendra son fait et cause à raison de toute réclamation en dommages-intérêts et/ou indemnisation, ainsi qu'à l'égard de toutes réclamations, procédures, coûts, frais et dépenses de quelque nature qui en résulteraient.

(2) Assurance accidents de travail

L'Entrepreneur devra souscrire une police d'assurance couvrant les accidents de travail auprès d'un assureur agréé par le Maître d'ouvrage délégué, étant entendu que cette approbation ne sera pas refusée sans motif raisonnable et il devra la maintenir en vigueur aussi longtemps qu'il emploiera du personnel sur le chantier. Sur demande de l'Ingénieur, il devra présenter cette police d'assurance et les quittances de primes échues. Dans le cas des personnes employées par un sous-traitant, l'Entrepreneur sera réputé s'être acquitté de l'obligation qui lui incombe de souscrire l'assurance susmentionnée si le sous-traitant a souscrit, pour couvrir sa propre responsabilité à l'égard de ses ouvriers, une police d'assurance tenant le PNUD quitte et indemne. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra exiger dudit sous-traitant, lorsque demande lui en sera faite, de produire à l'Ingénieur ladite police d'assurance et les quittances de primes échues ainsi que l'insertion d'une clause à cet effet dans son contrat avec le sous-traitant.

25. RECOURS EN CAS DE DÉFAUT D'ASSURANCE

Si l'Entrepreneur ne souscrit pas et ne maintient pas en vigueur l'une ou l'autre des assurances visées par les articles 21, 23 et 24 des présentes ou toute autre assurance qu'il devra souscrire en vertu du Contrat, le Maître d'ouvrage délégué pourra lui-même souscrire l'assurance requise et payer les primes nécessaires à cette fin, lesquelles seront déduites périodiquement des sommes dues ou pouvant devenir dues à l'Entrepreneur, ou il pourra recouvrer lesdits montants en tant que dette de ce dernier.

26. RESPECT DES TEXTES LÉGILATIFS ET REGLEMENTAIRES

(1) L'Entrepreneur devra fournir toutes les déclarations et payer tous les droits exigés en vertu de la législation ou des réglementations nationales en vigueur ou en vertu des lois ou réglementations adoptées par toute autorité locale ou dûment constituée, applicables à la réalisation des Travaux ou des Travaux temporaires ou exigées par toutes les institutions et entreprises publiques dont les biens ou les droits seront ou pourront être affectés de quelque manière que ce soit par les Travaux ou les travaux temporaires en cours.

(2) L'Entrepreneur se conformera aux dispositions des lois et des réglementations adoptées par les autorités locales ou autres autorités dûment constituées applicables aux Travaux et tiendra le Maître d'ouvrage délégué quitte et indemne de toute pénalité et responsabilité de quelque nature que ce soit découlant d'une violation desdites dispositions.

27. DÉCOUVERTES

Toute découverte sur le chantier, de minéraux, fossiles, pièces de monnaie, objets de valeur et autres vestiges ou objets d'un intérêt géologique ou archéologique sera réputée, dans les relations entre l'Entrepreneur et le Maître d'ouvrage délégué, être l'absolue propriété de ce dernier. L'Entrepreneur devra prendre toutes les précautions raisonnables pour empêcher ses ouvriers ou toute autre personne de subtiliser ou d'endommager lesdits articles et devra, dès leur découverte et avant leur enlèvement, informer l'Ingénieur de cette découverte et exécuter, aux frais du Maître d'ouvrage délégué, les ordres de l'Ingénieur concernant les dispositions à prendre.

28. BREVETS, LICENCES ET REDEVANCES

(1) L'Entrepreneur tiendra quitte et indemnisera le Maître d'ouvrage délégué et prendra son fait et cause à raison de toutes réclamations et procédures relatives à l'utilisation ou à la contrefaçon de brevets, dessins, marques de commerce ou de fabrique ou autres droits protégés portant sur le matériel de construction, les machines ou les matériaux utilisés aux fins de la réalisation des ouvrages ou des ouvrages provisoires ainsi qu'à raison de toute réclamation, mise en demeure, procédures, dommages et intérêts, coûts, frais et dépenses de quelque nature que ce soit s'y rattachant, à moins que l'infraction ne résulte de son respect du plan et des spécifications de l'Ingénieur

(2) A moins de stipulation à l'effet contraire, l'Entrepreneur devra payer à qui de droit toute redevance, loyer ou autre paiement ou dédommagement, s'il y a lieu, lorsqu'il prélèvera des pierres, du sable, du gravier, de l'argile ou d'autres matériaux nécessaires à l'exécution de tout ou partie des Travaux ou des ouvrages provisoires.

29. ENTRAVES À LA CIRCULATION ET AUX RIVERAINS

Toutes les opérations nécessaires à la réalisation des Travaux et ouvrages provisoires devront s'effectuer dans le cadre du Contrat et de manière à ne pas gêner inutilement ou indûment le public, entraver l'accès aux routes publiques ou privées et aux chemins piétonniers desservant les propriétés appartenant au Maître d'ouvrage délégué ou à des tiers. L'Entrepreneur tiendra quitte et indemne le Maître d'ouvrage délégué et prendra son fait et cause à raison des réclamations, mises en demeure, procédures, dommages, coûts, frais judiciaires et toute autre dépense résultant d'une infraction aux présentes dispositions dans la mesure où l'Entrepreneur en sera responsable.

30. DOMMAGES À LA VOIE PUBLIQUE

(1) L'Entrepreneur prendra toutes les mesures raisonnables pour éviter que les moyens de transport utilisés par lui ou par l'un quelconque de ses sous-traitants n'endommagent les ponts et les chaussées desservant le Chantier ou se trouvant sur les itinéraires menant au Chantier. Cet article concerne principalement le choix des itinéraires, celui des véhicules, la limitation et la répartition des charges afin de limiter dans la mesure du possible tout dommage aux ponts et aux chaussées mentionnés ci-dessus résultant inévitablement de la circulation exceptionnelle provoquée par les déplacements de l'équipement et du matériel à destination et en provenance du chantier.

(2) S'il s'avérait nécessaire pour l'Entrepreneur de faire passer sur un tronçon de route ou sur un pont, du matériel de construction, des engins ou des éléments préfabriqués d'un poids tel que le tronçon de route ou le pont devront être spécialement protégés, renforcés ou modifiés, il devra procéder à ses propres frais à cette

protection, à ces renforcements ou à ces modifications avant d'effectuer le transport à moins qu'il n'en soit disposé autrement par le Contrat. L'Entrepreneur tiendra le Maître d'ouvrage délégué quitte et indemne contre toute action ou réclamation résultant desdites opérations et activités routières y compris celles qui seraient adressées directement au Maître d'ouvrage délégué et négociera et compensera lui-même toutes les réclamations en dommage-intérêt résultant de ces activités de transport.

31. RELATIONS AVEC D'AUTRES ENTREPRENEURS

L'Entrepreneur devra, conformément aux demandes de l'Ingénieur accorder toutes les facilités raisonnables pour que tous les autres entrepreneurs engagés par le Maître d'ouvrage délégué puissent s'acquitter de leur travail ainsi que leurs ouvriers, les ouvriers du Maître d'ouvrage délégué et ceux de toute autre autorité dûment constituée pouvant être affectés à la réalisation, sur le chantier ou à proximité de ce dernier, de travaux non compris dans le Contrat ou de tout autre contrat conclu par le PNUD en liaison avec les Travaux ou accessoirement. Si les activités des autres entrepreneurs susmentionnés devaient entraîner des frais pour l'Entrepreneur à la suite de leur utilisation de ses installations ou de ses propres équipements sur le chantier, le PNUD pourra alors envisager de lui payer le ou les montants recommandés par l'Ingénieur.

32. ENCOMBREMENT DU CHANTIER

Pendant la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur devra veiller à ce que le chantier ne soit pas encombré inutilement et devra entreposer ou évacuer le matériel de construction et les matériaux excédentaires, déblayer et enlever du chantier tous débris, détritus ou Travaux provisoires qui ne seront plus nécessaires.

33. ÉVACUATION DU CHANTIER

Sur délivrance du Certificat de Réception provisoire, l'Entrepreneur devra débarrasser et retirer du chantier le matériel de construction, les matériaux excédentaires, les détritus et ouvrages provisoires de toute sorte et laisser l'ensemble du chantier dans un état convenable et à la satisfaction de l'Ingénieur.

34. MAIN-D'OEUVRE

(1) Recrutement de la main-d'œuvre

L'Entrepreneur assumera lui-même la responsabilité du recrutement de toute la main-d'œuvre, locale ou non.

(2) Approvisionnement en eau

L'Entrepreneur devra fournir sur le chantier, à la satisfaction de l'Ingénieur, des quantités adéquates d'eau, y compris d'eau potable, pour l'usage de son personnel et de ses ouvriers.

(3) Boissons alcoolisées ou drogues

L'Entrepreneur devra se conformer aux lois, règlements et ordonnances en vigueur concernant l'importation, la vente, le troc ou le transfert de boissons alcoolisées ou de stupéfiants et ni ne permettra ni ne facilitera de telles activités de la part de ses sous-traitants, représentants ou employés.

(4) Armes et munitions

Les restrictions spécifiées à l'article 34.3 ci-dessus s'appliqueront également à tous types d'armes et de munitions.

(5) Fêtes et coutumes locales

Dans tous les rapports qu'il maintiendra avec la main-d'œuvre à son service, l'Entrepreneur tiendra dûment compte de tous les jours fériés et chômés, fêtes officielles et usages religieux ou autres.

(6) Épidémies

En cas de déclaration d'une maladie à caractère épidémique, l'Entrepreneur devra observer et appliquer toutes les réglementations, ordonnances et stipulations édictées par le gouvernement ou par les autorités médicales ou sanitaires locales en vue de faire face et de remédier à la situation.

(7) Maintien de l'ordre

L'Entrepreneur devra à tout moment prendre toutes les précautions utiles pour prévenir tout comportement illégal, séditieux ou contraire à la paix et à l'ordre public de la part de ses employés, de façon à préserver la tranquillité et assurer la protection des personnes et des biens dans le voisinage des Travaux contre ces agissements.

(8) Observation par les sous-entrepreneurs

L'Entrepreneur s'assurera du respect par ses sous-entrepreneurs des stipulations qui précèdent.

(9) Législation en matière de relations de travail

L'Entrepreneur devra se conformer à toutes les lois et tous les règlements applicables aux relations de travail.

35. RAPPORTS PÉRIODIQUES D'ACTIVITÉS

L'Entrepreneur produira à la demande de l'Ingénieur et lui fera parvenir dans son bureau un état détaillé, dans la forme et périodicité fixées par ce dernier indiquant la main-d'œuvre, par catégories, affectée aux Travaux sur le Chantier, ainsi que toute autre information sur les équipements, fournitures et matériaux en cours d'utilisation.

36. QUALITÉ DES MATÉRIAUX, MATÉRIELS ET MAIN-D'OEUVRE

(1) Contrôle de qualité

(a) Le matériel, les matériaux, les fournitures et la main-d'œuvre devront correspondre aux stipulations du Contrat et aux instructions de l'Ingénieur et seront soumis périodiquement aux contrôles et aux tests que ce dernier pourra ordonner sur les lieux de fabrication, sur le chantier ou à tout autre endroit. L'Entrepreneur devra fournir l'assistance, les instruments, les appareils, la main-d'œuvre et les matériaux normalement requis pour contrôler, examiner, mesurer, calibrer et tester tout travail ainsi que la qualité, le poids ou la quantité des matériaux utilisés et fournir, aux fins de contrôle avant leur incorporation aux Travaux, les échantillons sélectionnés par l'Ingénieur. Le matériel et les instruments pour ces tests et contrôles ne pourront être utilisés que par l'Ingénieur ou par l'Entrepreneur, conformément aux instructions de l'Ingénieur.

b) Aucun matériel, aucune fourniture ou composante non conforme aux prescriptions techniques du Contrat ne sera incorporé aux Travaux sans l'accord écrit préalable de l'Ingénieur et du Maître d'ouvrage délégué et, s'il en résulte une augmentation dans le Montant du Contrat, l'article 48 sera appliqué

(2) Coût des échantillons

Tous les échantillons devront être fournis par l'Entrepreneur à ses frais, à moins d'une disposition dans le Devis estimatif stipulant qu'ils sont aux frais du PNUD. Les échantillons non conformes aux spécifications ne donneront lieu à aucun paiement.

(3) Coût des tests et contrôles

L'Entrepreneur devra prendre à sa charge les coûts des tests et contrôles suivants :

a) tous ceux clairement spécifiés au Contrat ;

b) les tests de charge ou les contrôles visant à garantir que la conception de tout ou partie des Travaux sera appropriée aux fins auxquelles ils sont destinés.

37. ACCÈS AU CHANTIER

Le Maître d'ouvrage délégué et l'Ingénieur ainsi que toute personne autorisée par l'un ou l'autre d'entre eux, auront à tout moment accès sur le chantier ainsi que dans tous les ateliers et sur tous les lieux où des Travaux sont préparés, ainsi que sur les lieux de provenance des matériaux, produits manufacturés ou appareils destinés aux Travaux. L'Entrepreneur accordera à cet égard toutes les facilités et toute l'assistance voulue pour assurer ce droit d'accès.

38. EXAMEN DES TRAVAUX AVANT LEUR RECOUVREMENT

L'Entrepreneur ne pourra pas recouvrir les Travaux sans l'accord de l'Ingénieur et lui donnera toutes les facilités d'inspecter et de mesurer tout travail sur le point d'être couvert ou masqué et d'examiner les fondations avant l'érection d'un ouvrage définitif. L'Entrepreneur devra donner le préavis voulu à Ingénieur chaque fois qu'un tel travail ou des fondations sont prêts ou sur le point d'être prêts à être examinés et ce dernier fera diligence pour venir inspecter et mesurer le travail ou examiner les fondations, à moins qu'il ne notifie l'Entrepreneur qu'un tel examen ne sera pas nécessaire et qu'il ne lui délègue la responsabilité de le faire lui-même.

39. ENLÈVEMENT D'OUVRAGES DÉFECTUEUX ET DE MATÉRIAUX

NON CONFORMES

(1) Autorité de l'Ingénieur concernant l'enlèvement de matériaux.

Pendant la réalisation des Travaux, l'Ingénieur pourra quand bon le lui semblera ordonner par écrit et aux frais de l'Entrepreneur :

a) l'enlèvement du chantier, dans les délais spécifiés, de tout matériau, matériel ou fourniture qui, à son avis, n'est pas conformes aux stipulations du Contrat ;

b) leur remplacement par des matériaux, matériels ou fournitures convenables et appropriés ; et

c) la démolition et la reconstruction convenable (nonobstant tout test antérieur ou tout paiement intérimaire à ce titre) de tout ouvrage dont les matériels, matériaux, fournitures ou la qualité d'exécution ne seront pas, à son avis, conformes au Contrat.

(2) Inobservation par l'Entrepreneur des instructions de l'Ingénieur

Si l'Entrepreneur n'exécute pas les instructions de l'Ingénieur du PNUD pourra engager et payer toute autre personne pour l'exécuter, et tous les frais en résultant seront à la charge de l'Entrepreneur et pourront être recouvrés par le PNUD ou déduits par ce dernier des montants dûs ou pouvant devenir dûs à l'Entrepreneur.

40. SUSPENSION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur devra, sur ordre écrit de l'Ingénieur, suspendre l'exécution de tout ou partie des Travaux pendant la période et selon les modalités jugées nécessaires par l'Ingénieur et devra, pendant cette suspension, assurer convenablement la protection et la sécurité des Travaux dans la mesure jugée nécessaire par l'Ingénieur. Toute suspension des travaux d'une durée supérieure à trois (3) jours devra être notifiée au Maître d'ouvrage délégué et approuvée par écrit par ce dernier.

41. MISE À DISPOSITION DU CHANTIER

(1) Accès au chantier

Lorsque l'Ingénieur donnera par écrit l'ordre de commencer les Travaux, le PNUD devra mettre à la disposition de l'Entrepreneur les emplacements nécessaires pour lui permettre d'entreprendre la construction des travaux conformément au Programme visé à l'article 13 des présentes Conditions générales et aux propositions que l'Entrepreneur aura raisonnablement pu faire par écrit à l'Ingénieur. Au fur et à mesure que les travaux progresseront, le PNUD devra mettre à la disposition de l'Entrepreneur tous les emplacements nécessaires

pour lui permettre de poursuivre la réalisation des travaux avec la diligence voulue conformément audit Programme ou auxdites propositions, selon le cas.

(2) Droits de passage, etc.

L'Entrepreneur devra prendre à sa charge les dépenses et les frais afférents à l'obtention des droits de passage temporaires dont il aura besoin pour avoir accès au chantier. L'Entrepreneur devra également fournir à ses propres frais toutes les installations supplémentaires extérieures au chantier qui lui seront nécessaires aux fins des Travaux.

(3) Périmètre du Chantier

Sous réserve des cas mentionnés ci-dessous le périmètre du Chantier sera celui défini par le Contrat. Si l'Entrepreneur a besoin de terrains situés en dehors du Chantier, il se les procurera entièrement à ses propres frais et, avant d'en prendre possession, communiquera à l'Ingénieur une copie des permis nécessaires. L'accès au Chantier sera assuré lorsqu'il sera à proximité immédiate d'une voie publique et que celle-ci sera indiquée comme telle sur les plans. Lorsqu'il y aura lieu d'assurer la sécurité et la commodité des ouvriers, du public ou du bétail ou la protection des Travaux, l'Entrepreneur devra, à ses propres frais, clôturer temporairement tout ou partie du chantier. L'Entrepreneur ne devra pas déplacer, endommager ou retirer les haies, les arbres ou les bâtiments se trouvant sur le chantier sans l'autorisation écrite de l'Ingénieur.

42. DÉLAI D'EXÉCUTION

(1) Sous réserve des stipulations du Contrat concernant l'achèvement d'une portion des Travaux avant que ne soit complété l'ensemble, tous les Travaux devront être achevés conformément aux dispositions des articles 46 et 47 des présentes Conditions générales, dans le délai d'exécution prévu par le Contrat.

(2) Le délai d'exécution comprend les jours de repos hebdomadaires, les jours fériés et les jours d'intempérie.

43. PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Sous réserve des dispositions du Contrat, si l'Entrepreneur se voit confier des travaux supplémentaires selon l'article 48 ou en cas de force majeure, l'Entrepreneur aura le droit de solliciter une prolongation du délai imparti pour l'exécution des Travaux. La durée de cette prolongation sera déterminée par le PNUD et lorsqu'il s'agira de Travaux supplémentaires ou de modifications, l'Entrepreneur devra formuler sa demande de prolongation du délai d'exécution avant de commencer ces Travaux supplémentaires ou ces modifications.

44. RYTHME D'EXÉCUTION

Les matériaux, le matériel, les fournitures et la main-d'œuvre que devra fournir l'Entrepreneur ainsi que les modalités et le rythme d'exécution et de complétion des Travaux devront satisfaire les exigences de l'Ingénieur. Lorsque de l'avis de l'Ingénieur le rythme d'exécution de tout ou partie des Travaux sera trop lent pour assurer la fin des Travaux dans le délai imparti ou dans le délai supplémentaire qui aura pu, le cas échéant, être accordé, l'Ingénieur en informera l'Entrepreneur par écrit et ce dernier devra immédiatement prendre les mesures qu'il juge nécessaires, sous réserve de leur approbation par l'Ingénieur, pour accélérer les Travaux et les achever dans le délai prévu. Si les Travaux ne sont pas réalisés de jour et de nuit et que l'Ingénieur autorise, sur la demande de l'Entrepreneur, un travail de nuit, l'Entrepreneur n'aura droit à aucun paiement supplémentaire. Tout travail de nuit devra être réalisé de manière à éviter tout bruit et toute gêne inutile. L'Entrepreneur devra tenir le PNUD quitte et indemne à raison de quelque réclamation suscitée par le bruit ou autre gêne suscité pendant la réalisation des Travaux et prendre son fait et cause dans toutes actions, réclamations, mises en demeure, procédures, honoraires et frais de Cour ou dépenses, de quelque nature que ce soit, en résultant. L'Entrepreneur devra soumettre à l'Ingénieur à la fin de chaque mois, en triple

exemplaire, des copies signées des dessins explicatifs ou de tout autre document faisant apparaître la progression des Travaux.

45. INDEMNITÉ POUR RETARDS

(1) Si l'Entrepreneur ne termine pas les travaux dans le ou les délais stipulés par Contrat, ou avant l'expiration de toute prolongation de délai pour l'exécution des travaux conformément au Contrat, l'Entrepreneur paiera au Maître d'ouvrage délégué l'indemnité forfaitaire stipulée par le Contrat pour chaque jour écoulé entre la fin du délai contractuel ou du délai prolongé et la date réelle d'achèvement des travaux définie dans le Certificat de réception définitive, au taux et à concurrence du plafond fixé. Cette somme sera due et payable au PNUD pour l'unique raison de non-respect du délai sans besoin de notification préalable, recours légal ni de preuves de préjudice qui seront dans tous les cas tenus pour acquises. Le Maître d'ouvrage délégué pourra aussi sans préjudice de toute autre méthode de recouvrement, déduire le montant de cette indemnité forfaitaire des sommes dues ou à devoir à l'Entrepreneur. Le paiement ou la déduction de telles indemnités ne dispensera pas l'Entrepreneur de son obligation de terminer les Travaux, ni de ses autres obligations et responsabilités en vertu du Contrat.

(2) Si, avant la fin du délai d'exécution d'une partie ou de l'ensemble des Travaux un Certificat de réception a été émis pour toute ou partie des Travaux, les indemnités forfaitaires pour retard dans l'achèvement du reste des Travaux devront, pour la période de retard ultérieure à la date indiquée dans le Certificat de réception, et en l'absence de dispositions différentes du contrat, être calculées en tenant compte de la proportion représentée par la valeur de la partie ainsi certifiée par rapport à la valeur de l'ensemble des Travaux. La présente disposition s'appliquera seulement au taux de l'indemnité forfaitaire et n'en affectera pas le plafond.

46. CERTIFICAT DE RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

(1) Achèvement substantiel des travaux

Lorsque l'ensemble des travaux sera substantiellement achevé et aura subi avec succès tous les contrôles prévus par le Contrat, l'Entrepreneur pourra en notifier l'Ingénieur et s'engager en même temps à terminer rapidement tout travail restant à accomplir pendant la période de garantie. Cette notification et cet engagement devront être rédigés par écrit et sont réputés avoir valeur d'une requête de la part de l'Entrepreneur auprès de l'Ingénieur en vue d'obtenir de ce dernier un Certificat de Réception provisoire des Travaux. L'Ingénieur délivrera à l'Entrepreneur dans les vingt et un (21) jours suivant la réception de cette demande un Certificat de Réception provisoire, dont copie au PNUD, indiquant la date à laquelle, à son avis, les Travaux ont été substantiellement achevés conformément au Contrat ou bien si ce n'est pas le cas, donnera par écrit à l'Entrepreneur des instructions spécifiant tous les travaux qui, à son avis, devront encore être accomplis par lui avant qu'un tel Certificat puisse lui être délivré. L'Ingénieur notifiera également l'Entrepreneur de tout vice ou malfaçon des Travaux affectant son achèvement substantiel et susceptibles de se présenter au cours de la période se situant entre la remise de ces instructions et l'achèvement des travaux qui y sont décrits. L'Entrepreneur pourra exiger ce Certificat de Réception provisoire dans les vingt et un (21) jours suivant la date à laquelle il aura accompli les travaux spécifiés de manière jugée satisfaisante par l'Ingénieur et rectifié les défauts et malfaçons qui lui auront été signalés. L'Entrepreneur sera réputé s'être engagé à compléter rapidement le reste des travaux pendant la période du délai de garantie aussitôt que le Certificat de Réception provisoire des Travaux lui aura été délivré.

(2) Conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 de cet article et dans les mêmes conditions, l'Entrepreneur pourra solliciter de l'Ingénieur la délivrance d'un Certificat de Réception provisoire des travaux pour toute partie ou toute portion des Travaux substantiellement achevée et ayant subi les tests et les contrôles finals prévus par le Contrat, dans la mesure où :

a) un calendrier distinct aura été prévu par le Contrat en ce qui concerne cette partie ou cette portion des Travaux ;

b) cette partie ou cette portion des Travaux aura été achevée à la satisfaction de l'Ingénieur et fera l'objet d'une demande de prise de possession de la part du Maître d'ouvrage délégué pour ses besoins.

L'Entrepreneur sera réputé s'être engagé à terminer tous les travaux en souffrance pendant la période du délai de garantie aussitôt que ce Certificat aura été délivré.

47. DÉLAI DE GARANTIE ET RÉCEPTION DÉFINITIVE

(1) Définition du délai de garantie

L'expression "délai de garantie" désignera la période de **douze (12**) mois suivant la date du Certificat de Réception provisoire des Travaux délivré par l'Ingénieur ou dans le cas d'une section ou d'une partie quelconque des travaux pour lesquels il aura été délivré un Certificat distinct de Réception provisoire, à la date d'achèvement de cette section ou de cette partie des travaux indiquée dans le Certificat en question. L'expression "les Travaux" devra donc en ce qui concerne le délai de garantie s'appliquer selon le cas à l'ensemble ou à une partie des Travaux.

(2) Exécution des réparations, etc.

Afin de livrer les Travaux au Maître d'ouvrage délégué conformément aux clauses du Contrat et dans les limites du délai de garantie, l'Entrepreneur devra exécuter tout travail résiduaire de réparation, de modification, de reconstruction, de rectification et de remise en état de tous vices, malfaçons, imperfections, insuffisances ou autres défauts ou déficiences que l'Ingénieur lui aura notifiés par écrit pendant le délai de garantie ou dans les quatorze (14) jours suivant son expiration après une inspection réalisée par l'Ingénieur ou en son nom, avant l'expiration du délai de garantie.

(3) Coût des réparations, etc.

Tous les coûts des travaux mentionnés ci-dessus devront être assumés par l'Entrepreneur lorsque l'Ingénieur considèrera que la qualité des matériaux, des fournitures ou de la main-d'œuvre ne sont pas conformes au Contrat ou parce que l'Entrepreneur ne s'est pas acquitté de l'une quelconque des obligations, expresses ou tacites, qui lui incombaient en vertu du Contrat

(4) Non-exécution des réparations

Si l'Entrepreneur néglige d'exécuter ses travaux de réparation, le PNUD pourra engager et payer toute autre personne pour les exécuter et pourra recouvrer toutes les dépenses s'y rattachant en les déduisant des sommes dues ou pouvant devenir dues à l'Entrepreneur.

(5) Certificat de Réception Définitive

Dès que l'Entrepreneur aura achevé tous les Travaux conformément aux paragraphes ci-dessus, l'Ingénieur lui délivrera dans les vingt-huit (28) jours suivant l'achèvement des travaux un Certificat de réception définitive. Sous réserve de questions soumises au Règlement des différends et de dispositions contractuelles demeurant inexécutées, le Contrat sera réputé être terminé entre les parties dès la délivrance du Certificat de réception définitive.

48. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX TRAVAUX

(1) Modifications

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés, l'Ingénieur pourra apporter des modifications dans la forme, la qualité ou les quantités de tout ou partie des Travaux qu'il pourra juger utiles et à cette fin, donner des instructions à l'Entrepreneur en vue :

a) d'augmenter ou de diminuer le volume et les quantités de tout travail requis par le Contrat;

b) d'omettre un travail spécifique ;

c) de modifier le caractère, la qualité ou la nature d'un tel travail ;

d) de modifier les niveaux, lignes, positions et dimensions de tout ou partie des Travaux ;

e) d'exécuter des travaux supplémentaires de toute nature nécessaires à l'achèvement des Travaux.

(2) Modifications entraînant un dépassement du montant du Contrat

Toute modification entraînant une augmentation du montant du Contrat ne pourra être ordonnée par l'Ingénieur ou entreprise par l'Entrepreneur qu'avec l'approbation préalable écrite du Maître d'ouvrage délégué.

(3) Preuve écrite

Aucune modification ne devra être entreprise par l'Entrepreneur sans l'ordre écrit de l'Ingénieur. Les modifications exigeant l'approbation préalable du PNUD, conformément au paragraphe 2 de cet article, ne devront être exécutées par l'Entrepreneur qu'après réception d'un ordre écrit de l'Ingénieur accompagné d'une copie de cette approbation. Sous réserve des clauses du Contrat, aucun ordre de changement par écrit ne sera requis lorsqu'une augmentation ou une baisse dans le volume des travaux résultera non pas d'un ordre donné conformément à cette clause mais d'une correction des calculs du Devis estimatif.

(4) Évaluation des modifications

L'Ingénieur fera une évaluation du montant à ajouter ou à déduire du prix des Travaux prévu par le Contrat du fait de toute modification proposée et en informera le Maître d'ouvrage délégué. Dans le cas de toute modification, addition ou omission qui pourrait entraîner une augmentation du montant du Contrat, l'Ingénieur devra communiquer l'estimation correspondante au Maître d'ouvrage délégué avec une demande d'approbation écrite de la part de ce dernier. Le coût de toute modification sera calculé sur la base des prix unitaires indiqués dans le Détail estimatif.

49. ÉQUIPEMENTS DE L'ENTREPRENEUR ET OUVRAGES PROVISOIRES

(1) Affectation exclusive aux Travaux

Le matériel et les équipements de construction, les ouvrages provisoires, les matériaux et fournitures fournis par l'Entrepreneur seront réputés, lorsqu'ils seront livrés sur le Chantier, être exclusivement destinés à la réalisation et à l'achèvement des travaux, et l'Entrepreneur ne devra pas les en retirer en tout ou en partie (à l'exception des cas où il sera nécessaire de les déplacer sur le chantier) sans le consentement écrit de l'Ingénieur, lequel ne devra pas le refuser sans motif raisonnable.

(2) Retrait des équipements

Au terme des Travaux, l'Entrepreneur devra retirer du Chantier l'équipement, le matériel de construction et les ouvrages provisoires ainsi que tous les matériaux inutilisés.

(3) Exonération de responsabilité du PNUD

Le Maître d'ouvrage délégué ne pourra être tenu responsable des pertes ou dommages causés aux équipements et matériel de construction, aux ouvrages temporaires et aux matériaux à l'exception des cas résultant d'une action ou d'une négligence du Maître d'ouvrage délégué, de ses employés ou de ses représentants.

(4) Propriété des biens

Tout équipement, matériel, matériaux, fournitures et main-d'œuvre ayant fait l'objet d'un paiement à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage délégué deviendra la propriété exclusive de ce dernier sans que cela dégage l'Entrepreneur de sa responsabilité et de ses obligations à l'égard de ces biens et de ces services, ou à l'égard du droit du Maître d'ouvrage délégué d'exiger diverses réparations et l'exécution de toute autre disposition prévue par le Contrat.

(5) Équipement et fournitures procurés par le Maître d'ouvrage délégué

La propriété de tout équipement ou fournitures procurés par le Maître d'ouvrage délégué lui restera acquise et cet équipement ou ces fournitures lui seront restitués au terme du Contrat ou dès que l'Entrepreneur n'en fera plus usage. Ils devront lui être remis dans le même état qu'ils auront été reçus par l'Entrepreneur, compte tenu de l'usure normale.

50. APPROBATION DES ÉQUIPEMENTS, DES MATÉRIAUX, ETC.

Les dispositions de l'article 49 ne constituent pas une approbation expresse ou tacite des équipements, pièces, main-d'œuvre, matériaux ou autres éléments visés dans ledit article et l'Ingénieur se réserve de les refuser quand bon le lui semblera.

51. MESURAGE DES TRAVAUX

L'Ingénieur, lorsqu'il devra faire évaluer et mesurer tout ou partie des Travaux, devra en informer l'Entrepreneur ou le préposé ou représentant autorisé de ce dernier, lequel devra immédiatement assister à ladite opération afin d'aider l'Ingénieur à procéder aux mesures et à fournir tous les renseignements demandés. Si l'Entrepreneur fait défaut d'assister ou omet d'envoyer un représentant, les résultats observés par l'Ingénieur ou approuvé par ce dernier seront considérés comme la mesure exacte des travaux réalisés. Le mesurage aura pour objet d'évaluer le pourcentage des travaux accomplis par l'Entrepreneur et par conséquent déterminera le montant des paiements mensuels.

52. OBLIGATIONS DES PARTIES

(1) Le Contrat ne sera réputé terminé que lorsque l'Ingénieur aura établi et remis au PNUD un Certificat de réception définitive attestant que les Travaux ont été complétés de façon satisfaisante et que l'Entrepreneur a rempli toutes ses obligations conformément à l'article 47.

(2) Le Maître d'ouvrage délégué n'encourra aucune obligation à l'égard de l'Entrepreneur pour toute réclamation résultant du Contrat ou s'y rapportant ou résultant de l'exécution des Travaux à moins que l'Entrepreneur n'ait pas formulé une réclamation par écrit avant l'établissement du Certificat de réception définitive.

(3) Obligations non exécutées

Nonobstant la délivrance du Certificat de réception définitive, l'Entrepreneur et le Maître d'ouvrage délégué demeureront tenus d'accomplir leurs obligations respectives découlant du Contrat et qui n'auraient pas encore été exécutées à la date dudit Certificat. Aux fins de la détermination de la nature et de la portée de ces obligations inexécutées, le Contrat sera réputé demeurer en vigueur entre les parties.

(4) Responsabilité décennale de l'Entrepreneur

Pendant une durée de dix ans à compter de l'établissement du Certificat de réception définitive et nonobstant toute autre disposition des présentes, l'Entrepreneur sera exclusivement responsable et supportera tous les risques, pertes ou dommages provenant d'un acte, d'une omission, de malfaçons, de vices cachés ou d'une faute de sa part ou de la part de ses préposés, employés, ouvriers ou sous-traitants commis dans ou à l'occasion de l'exécution des Travaux.

53. RECOURS ET POUVOIRS

(1) Le Maître d'ouvrage délégué sera autorisé à pénétrer sur le chantier et à en expulser l'Entrepreneur sans pour autant annuler le Contrat, ni dégager l'Entrepreneur de l'une quelconque de ses obligations ni affecter les droits et les pouvoirs que le Contrat confère au PNUD et à l'Ingénieur, dans les cas suivants :

(a) l'Entrepreneur sera déclaré failli, déposera son bilan, invoque une protection légale contre ses créanciers ou sera sous le contrôle ou relève d'une personne morale ou physique faisant l'objet de pareilles procédures ;

(b) l'Entrepreneur aura accepté un concordat avec ses créanciers ou aura accepté d'exécuter le Contrat sous la surveillance d'un comité de ses créanciers ;

(c) l'Entrepreneur se retirera des Travaux ou aura fait cession du Contrat à une tierce partie sans l'approbation écrite préalable du PNUD ;

(d) l'Entrepreneur ne commencera pas les Travaux ou progressera avec une lenteur telle qu'il ne lui sera pas possible, de l'avis de l'Ingénieur, de respecter la date fixée pour l'achèvement des Travaux ;

(e) l'Entrepreneur suspendra l'exécution des Travaux sans justification raisonnable pendant une durée de quinze (15) jours après avoir reçu de l'Ingénieur un ordre écrit de les poursuivre ;

(f) l'Entrepreneur manquera de se conformer à l'une quelconque des dispositions du Contrat ou de s'acquitter de ses obligations et ne remédiera pas à la situation dans les quinze (15) jours suivant une notification écrite à cet effet ;

(g) l'Entrepreneur n'exécutera pas les Travaux conformément aux règles de l'art et aux normes spécifiées dans le Contrat ;

(h) l'Entrepreneur fera ou promettra un cadeau, un prêt ou une récompense à un agent du PNUD ou de l'Ingénieur.

Dans les cas susmentionnés, le Maître d'ouvrage délégué pourra reprendre possession du chantier et achever les Travaux lui-même ou avoir recours à cette fin à tout autre entrepreneur. Dans ce cas, le PNUD ou le nouvel entrepreneur pourra utiliser, pour mener les Travaux à bien, le matériel, les équipements de construction, les ouvrages provisoires et les matériaux considérés comme destinés exclusivement à la réalisation des Travaux conformément au Contrat dans la mesure où ils le jugeront approprié. En outre, le PNUD pourra à tout moment vendre tout ou partie des équipements, du matériel de construction, des ouvrages provisoires et des matériaux inutilisés appartenant à l'Entrepreneur et déduire le produit de la vente des sommes dues ou pouvant devenir dues au Maître d'ouvrage délégué par l'Entrepreneur en vertu de ce Contrat.

(2) Évaluation après la reprise de possession

Dès que possible après cette reprise de possession par le Maître d'ouvrage délégué, l'Ingénieur devra mettre l'Entrepreneur en demeure d'assister à l'évaluation des Travaux. Si, pour quelque raison que ce soit, l'Entrepreneur n'assiste pas à cette évaluation, l'Ingénieur y procèdera en son absence et établira un certificat indiquant, le cas échéant, le montant dû à l'Entrepreneur au titre des Travaux réalisés jusqu'à son expulsion et que ce dernier aura pu raisonnablement accumuler au titre des Travaux réalisés conformément au Contrat. L'Ingénieur indiquera la valeur des matériaux utilisés ou partiellement utilisés ainsi que celle du matériel de construction et des Travaux provisoires.

(3) Paiement après reprise de possession

Si le Maître d'ouvrage délégué reprend possession du Chantier en vertu du présent article, il ne sera tenu de payer à l'Entrepreneur aucun montant en vertu du Contrat avant l'expiration de la période de garantie ou jusqu'à ce que les dépenses afférentes à l'achèvement et à l'entretien des Travaux, les indemnités de retard (s'il y a lieu) et toutes autres dépenses encourues par le PNUD aient été évaluées et leur montant certifié par l'Ingénieur. En pareil cas, l'Entrepreneur n'aura droit au paiement que des sommes (s'il y a lieu) dont l'Ingénieur certifiera qu'elles lui auraient été dues lors de l'achèvement des Travaux, déductions faites des indemnités et des frais dûs au Maître d'ouvrage délégué. Cependant, si les déductions sont supérieures aux sommes qui auraient été dues à l'Entrepreneur s'il avait achevé les Travaux dans les conditions convenues, l'Entrepreneur devra, sur la demande du PNUD, rembourser l'excédent à ce dernier. Dans ce cas, le PNUD pourra déduire d'autorité ledit montant de toutes sommes dues à l'Entrepreneur sans autre formalité, mise en demeure ou recours en justice.

54. RÉPARATIONS URGENTES

Lorsqu'en raison d'un accident, déficience ou défaillance ou de tout autre événement survenant dans les Travaux ou en relation avec ceux-ci ou quelque partie de ceux-ci, soit pendant l'exécution des Travaux, soit pendant la période de garantie, ou si des travaux de remise en état ou de réparation s'imposent d'urgence, de l'avis de l'Ingénieur, pour assurer la sécurité des Travaux, et si l'Entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas effectuer immédiatement ce travail ou cette réparation, le Maître d'ouvrage délégué pourra avoir recours à ses propres ouvriers ou à d'autres ouvriers pour procéder aux travaux jugés nécessaires par l'Ingénieur. Si le travail ou la réparation ainsi réalisé constitue un travail jugé par l'Ingénieur être à la charge de l'Entrepreneur en vertu de ce Contrat, les frais et dépenses dûment encourus à cette fin devront être remboursés au Maître d'ouvrage délégué par l'Entrepreneur ou pourront être déduits des sommes dues ou pouvant devenir dues à l'Entrepreneur, étant entendu que, dans tous les cas, l'Ingénieur devra, dès que possible après l'apparition d'une telle situation d'urgence, en aviser l'Entrepreneur par écrit.

55. AJUSTEMENTS

Sous réserve d'une disposition particulière du Contrat, aucun ajustement ne pourra être effectué par le Maître d'ouvrage délégué dans le montant du Contrat à la suite de fluctuations dans les coûts de la main-d'œuvre,

des matériels, des matériaux, des équipements ou des fournitures, ni en raison de variations dans les taux d'intérêts, taux de change ou toute autre raison pouvant affecter les Travaux.

56. IMPÔTS

L'Entrepreneur sera responsable du paiement de toutes taxes, impôts sur le revenu, ainsi que de toute taxe sur la valeur ajoutée, applicables conformément aux dispositions des lois et règlements fiscaux en vigueur. L'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires à ce sujet et sera réputé avoir pris connaissance de l'application de toutes les lois fiscales pertinentes.

57. UTILISATION D'EXPLOSIFS

L'Entrepreneur ne devra pas utiliser d'explosifs sans l'autorisation écrite de l'Ingénieur, lequel devra s'assurer que l'Entrepreneur s'est pleinement conformé à tous les règlements en vigueur à cet égard. Avant de se procurer de tels explosifs, l'Entrepreneur devra pouvoir s'assurer de la sécurité de leur entreposage. Le refus ou l'accord de l'Ingénieur de l'utilisation d'explosifs ne donnera lieu à aucune réclamation de la part de l'Entrepreneur.

58. APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS

L'Entrepreneur devra coordonner la fabrication, la livraison, l'installation et la mise en service des machines, des appareils et de l'équipement qui seront incorporés aux Travaux. Il devra conclure toutes les commandes nécessaires à cette fin dès que possible après la signature du Contrat. Ces commandes et leur acceptation devront être présentées à l'Ingénieur sur demande. L'Entrepreneur devra également veiller à ce que les sous-traitants engagés à cette fin respectent le Programme convenu afin que les Travaux puissent être menés à bien à la date d'achèvement prévue. Au cas où des travaux ainsi sous-traités seraient retardés, l'Entrepreneur devra prendre les mesures nécessaires pour accélérer la livraison de ces biens dans les délais convenus. Les dispositions qui précèdent sont sans préjudice au droit du Maître d'ouvrage délégué d'invoquer les dispositions du Contrat applicables en cas de retards.

59. TRAVAUX PROVISOIRES ET REMISE EN ÉTAT

L'Entrepreneur devra fournir et maintenir en bon état toutes les routes et voies d'accès nécessaires au déplacement des équipements, du matériel et des matériaux, les déblayer lors de l'achèvement des Travaux et remettre en état tous les ouvrages endommagés ou dégradés. L'Entrepreneur devra soumettre à l'Ingénieur des dessins détaillés de tous les Travaux provisoires avant de les entreprendre. L'Ingénieur pourra exiger que des modifications y soient apportées s'il considère que ces travaux sont insuffisants, et l'Entrepreneur devra appliquer les modifications requises, sans que cela le dégage de l'une quelconque de ses responsabilités. L'Entrepreneur devra fournir et maintenir en bon état les installations nécessaires pour mettre les matériaux destinés aux Travaux à l'abri des intempéries, que ces installations soient affectées à son propre usage ou à celui du PNUD, et les retirer à l'achèvement des Travaux. L'Entrepreneur devra, à ses propres frais et selon les modalités approuvées par l'Ingénieur, détourner tous les équipements collectifs trouvés pendant l'exécution des Travaux, à l'exception de ceux spécifiquement indiqués sur les dessins comme étant inclus dans le Contrat. Lorsqu'un tel détournement ne sera pas requis pour l'exécution des Travaux, l'Entrepreneur devra maintenir ces équipements collectifs en bon état à l'endroit où ils se trouvent. L'Entrepreneur devra réparer à ses propres frais tous les dommages causés aux lignes ou câbles téléphoniques, télégraphiques et électriques, aux égouts, aux conduites d'eau ou aux autres canalisations, sauf si l'organisme public ou privé qui en est le propriétaire ou le responsable décide de les réparer lui-même. Les dépenses encourues à cette fin seront à la charge de l'Entrepreneur et payables à l'organisme public ou privé concerné sur demande de ce dernier.

60. PHOTOGRAPHIES ET PUBLICITÉ

L'Entrepreneur ne devra pas publier de photographies des travaux ni permettre que sa participation aux Travaux ne serve à des fins publicitaires sans l'approbation écrite préalable du PNUD.

61. CORRUPTION

Si l'Entrepreneur offre, a promis ou fait à qui que ce soit un cadeau ou un don quelconque, à titre d'incitation ou de récompense, pour l'amener à faciliter l'attribution ou l'exécution du Contrat ou de tout autre Contrat conclu avec le PNUD ou à favoriser ou défavoriser qui que ce soit dans l'exécution du Contrat ou de tout autre contrat conclu avec le PNUD, ce dernier pourra résilier le Contrat et obtenir de l'Entrepreneur le remboursement de toute perte subie du fait de cette résiliation. Ces dispositions s'appliqueront également lorsque les actes en question auront été commis par des personnes employées par l'Entrepreneur ou agissant en son nom, au su ou à l'insu de ce dernier.

62. JOURS FÉRIÉS

Lorsque, conformément aux termes du Contrat, un acte devra être accompli ou un délai devra expirer à une certaine date et que celle-ci tombe un jour férié, l'obligation deviendra exécutoire le jour ouvrable suivant.

63. NOTIFICATIONS

(1) Sous réserve de dispositions expresses, toute notification, toute demande, tout avis ou approbation requis ou autorisé en vertu du Contrat devra être formulé par écrit. Tout avis, notification ou Certificat d'approbation devra être remis ou délivré promptement par les intéressés.

(2) Toute notification, demande, avis ou approbation du Maître d'ouvrage délégué ou de l'Ingénieur seront réputés avoir été dûment signifiés ou effectués à l'Entrepreneur lorsque ils lui auront été remis en mains propres ou par courrier, câble, télex ou télécopieur à l'adresse indiquée par ce dernier dans le Contrat ou à toute autre adresse qu'il aura pu notifier par écrit à cet effet, ou encore par la remise de ces documents à ladite adresse avec accusé de réception signé par une personne autorisée.

(3) Toute notification au Maître d'ouvrage délégué devra, conformément aux termes de ce Contrat, être transmise par courrier, câble, télex ou télécopieur à l'adresse indiquée par ce dernier dans le Contrat, ou encore par la remise de ces documents à ladite adresse avec accusé de réception signé par une personne autorisée.

(4) Toute notification à l'Ingénieur devra, conformément aux termes de ce Contrat, être transmise par courrier, câble, télex ou télécopieur à l'adresse indiquée par ce dernier dans le Contrat, ou encore par la remise de ces documents à ladite adresse avec accusé de réception signé par une personne autorisée.

64. LANGUES, POIDS ET MESURES

A moins de dispositions particulières du Contrat, l'Entrepreneur utilisera le français dans toutes ses communications écrites à l'Ingénieur et au Maître d'ouvrage délégué en ce qui concerne l'exécution du Contrat et tous les documents délivrés ou préparés par ses soins. Le système métrique de poids et mesures sera utilisé dans tous les cas.

65 BILANS, COMPTABILITÉ, DOCUMENTATION ET VÉRIFICATION DES COMPTES

L'Entrepreneur maintiendra systématiquement le registre et la comptabilité des travaux exécutés en vertu de ce Contrat.

L'Entrepreneur fournira, compilera et mettra à la disposition du PNUD, chaque fois que ce dernier lui en fera la demande raisonnable, tous les registres et renseignements oraux ou écrits concernant les Travaux ou leur exécution.

L'Entrepreneur autorisera le PNUD ou ses représentants autorisés à examiner et à vérifier ce registre ou ces renseignements sur préavis raisonnable.

66. CAS DE FORCE MAJEURE

Le terme de Force majeure désignera un désastre naturel, la guerre (qu'elle ait été déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou autre action ou événement d'une nature ou d'une importance similaire.

Dans le cas de tout événement constituant un cas de force majeure et le plus rapidement possible après sa manifestation, l'Entrepreneur devra notifier le PNUD et l'Ingénieur et leur donner par écrit tous les détails concernant ce cas de force majeure dans la mesure où il l'empêche entièrement ou partiellement d'accomplir des obligations et de faire face à ses responsabilités conformément aux clauses du Contrat. Sous réserve que le PNUD reconnaisse l'existence d'un tel cas de force majeure, décision qu'il ne pourra refuser sans bonnes raisons, les dispositions suivantes s'appliqueront :

(a) Les obligations et les responsabilités de l'Entrepreneur lié par ce Contrat seront suspendues pour la durée pendant laquelle il ne pourra pas les remplir et aussi longtemps qu'il en sera incapable. Pendant cette suspension et en ce qui concerne les travaux suspendus, le PNUD remboursera à l'Entrepreneur les frais effectifs nécessaires à l'entretien de son matériel et une indemnité journalière de subsistance pour son personnel immobilisé par cette suspension ;

(b) L'Entrepreneur devra dans les quatorze (14) jours suivant sa notification au PNUD de ce cas de force majeure lui soumettre une estimation des frais visés dans le paragraphe (a) ci-dessus pendant la période de suspension, suivie par un état complet des dépenses réelles encourues, dans les trente (30) jours suivant la fin de cette suspension ;

(c) La durée du Contrat sera prolongée d'une période égale à la période de suspension tout en tenant compte cependant de toute condition particulière qui pourrait amener la durée supplémentaire accordée pour l'achèvement des Travaux à ne pas coïncider avec celle de la suspension ;

(d) Dans le cas où l'Entrepreneur, pour des raisons de force majeure ne pourrait plus assumer de façon permanente l'ensemble ou une partie de ses obligations et de ses responsabilités conformément aux termes du Contrat, le PNUD aura le droit de résilier le Contrat selon les termes et les conditions stipulées dans l'article 68 des présentes sous réserve que la période de notification sera de sept (7) jours au lieu de quatorze (14) jours, et

(e) Aux fins du paragraphe précédent, le PNUD pourra considérer l'Entrepreneur définitivement incapable d'assumer ses responsabilités dans le cas d'une période de suspension supérieure à quatre-vingt-dix (90) jours.

67. SUSPENSION DE LA PART DU PNUD

Le PNUD pourra par notification écrite à l'Entrepreneur suspendre pendant une période indiquée, dans leur ensemble ou en partie, les paiements versés à l'Entrepreneur et/ou ses obligations de continuer à exécuter les Travaux conformément à ce Contrat, si de son propre gré :

(a) il se présente des conditions qui entravent ou menacent d'entraver l'exécution satisfaisante des Travaux ou la réalisation des fins de ce Contrat, ou

(b) l'Entrepreneur a manqué à ses obligations d'exécuter dans leur ensemble ou en partie, l'un des termes ou des conditions de ce Contrat.

Après la suspension conformément à l'alinéa (a) ci-dessus, l'Entrepreneur aura le droit de se faire rembourser par le PNUD pour les frais qu'il aura dûment encourus conformément aux termes de ce Contrat avant le début de cette période de suspension.

La durée de ce Contrat pourra être prolongée par le PNUD pour une période égale à toute période de suspension, tout en tenant compte des conditions particulières qui pourraient amener la durée supplémentaire accordée pour l'achèvement des Travaux à ne pas coïncider avec celle de la suspension.

68. RÉSILIATION DU CONTRAT PAR LE PNUD

Le PNUD pourra en dépit de toute suspension conformément à l'article 67 ci-dessus, résilier ce Contrat pour des raisons ou des intérêts lui étant favorables après un délai d'au moins quatorze (14) jours après notification écrite à l'Entrepreneur.

À la résiliation de ce Contrat:

(a) L'Entrepreneur prendra immédiatement les mesures nécessaires pour discontinuer rapidement et de façon disciplinée son exécution du Contrat, réduire les pertes et maintenir les frais supplémentaires à un minimum, et

(b) L'Entrepreneur aura droit (à moins que cette résiliation n'ait été causée par une contravention de sa part à ce Contrat) au paiement des sommes qui lui seront dues pour la partie des Travaux achevés de façon satisfaisante et pour les matériaux et les équipements effectivement livrés sur le Chantier à la date de résiliation en vue de leur incorporation aux Travaux, plus les frais, appuyés par des documents, résultant des engagements contractés préalablement à la date de résiliation ainsi que tous les frais directs d'un montant raisonnable, appuyés par des documents, encourus par lui et résultant de cette résiliation. L'Entrepreneur n'aura droit à aucun paiement ni dommages-intérêts supplémentaires.

69. RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ENTREPRENEUR

Dans le cas de toute prétendue contravention au Contrat de la part du PNUD, ou de toute autre situation que l'Entrepreneur pourrait considérer raisonnablement lui donner le droit de discontinuer son exécution du Contrat, il devra rapidement en donner une notification écrite à le PNUD exposant en détail la nature et les circonstances de cette contravention ou autre situation. À la réception de la réponse écrite du PNUD reconnaissant l'existence de ce manquement et son incapacité d'y remédier, ou dans le cas d'un manquement de la part du PNUD de répondre à la notification dans les vingt (20) jours de sa réception, l'Entrepreneur aura le droit de résilier le Contrat moyennant un préavis de 30 jours notifié par écrit. Dans le cas d'un désaccord entre les parties concernant l'existence de cette contravention ou autre situation citées ci-dessus, la question sera résolue conformément à l'article 71 des présentes.

À la résiliation de ce Contrat conformément à cette Clause, ce sont les provisions de l'alinéa (b) de l'article 68 qui seront appliquées.

70. DROITS ET RECOURS Du PNUD

Rien dans le contenu de ce Contrat ni rien que l'on puisse y rattacher ne pourra être réputé porter atteinte ni constituer une renonciation à tout autre droit ou remède du PNUD.

Le PNUD ne pourra être tenu responsable d'aucune conséquence, ni d'aucune réclamation résultant de tout acte ou omission de la part du Gouvernement.

71. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Dans le cas de réclamation, de controverse ou de différend résultant de ou relié au Contrat ou dans celui de toute contravention à ce dernier, le règlement de cette réclamation, controverse ou différend devra respecter la procédure suivante :

(1) Notification

La partie qui s'estime lésée devra immédiatement notifier par écrit à l'autre partie la nature de la réclamation, de la controverse ou du différend allégué, dans les sept (7) jours suivant sa prise de connaissance de son existence.

(2) Consultation

À la réception de la notification prévue ci-dessus, les représentants des deux parties se consulteront immédiatement en vue d'un règlement à l'amiable de la réclamation, de la controverse ou du différend sans causer d'interruption des Travaux.

(3) Conciliation

Lorsque les représentants des parties adverses ne pourront pas arriver à un règlement à l'amiable, l'une ou l'autre partie pourra demander la soumission de l'affaire en conciliation conformément aux Règlements en conciliation de la CNUDCI.

(4) Arbitrage

Les réclamations, controverses ou différends qui n'auront pas été réglés conformément aux alinéas 1 à 3 ci-dessus seront renvoyés devant une commission d'arbitrage conformément aux Règlements en conciliation de la CNUDCI. Les parties seront liées par la décision d'arbitrage rendue conformément à cet arbitrage qui constituera la décision finale de cette controverse ou réclamation.

72. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Rien dans le contenu de ce Contrat ni rien que l'on puisse y rattacher ne pourra être réputé porter atteinte à aucun des privilèges ni aucune des immunités des Nations Unies dont le PNUD fait intégralement partie.

Formulaire d'information sur le soumissionnaire

Dénomination légale du soumissionnaire	[Compléter]
Adresse légale	[Compléter]
Année d'enregistrement :	[Compléter]
Coordonnées du représentant autorisé du soumissionnaire	Nom et fonction : [Compléter] Numéros de téléphone : [Compléter] Courriel : [Compléter]
Êtes-vous un fournisseur enregistré auprès du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ?	☐ Oui ☐ Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du Portail]
Êtes-vous un fournisseur du PNUD ?	☐ Oui ☐ Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du PNUD]
Pays d'activité	[Compléter]
Nombre d'employés à plein temps	[Compléter]
Attestation d'assurance qualité (par exemple ISO 9000 ou équivalent) (Si oui, fournir une copie du certificat pertinent) :	[Compléter]
Votre société dispose-t-elle d'une accréditation telle que ISO 14001 ou ISO 14064 ou équivalent en lien avec l'environnement ? *(Si oui, fournir une copie du certificat valide) :*	[Compléter]
Votre société dispose-t-elle d'une déclaration écrite de sa politique environnementale ? *(Si oui, fournir une copie)*	[Compléter]
Votre organisation montre-t-elle un engagement important à la durabilité par d'autres moyens, par exemple des documents sur les politiques internes de la société sur l'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables ou une appartenance à des institutions commerciales qui encouragent ces questions ?	[Compléter]
Votre société est-elle membre du Pacte mondial des Nations Unies ?	[Compléter]
Personnes référentes que le PNUD peut contacter pour toute demande	Nom et fonction : [Compléter] Numéros de téléphone : [Compléter]

d'éclaircissement lors de l'évaluation de l'offre	Courriel : [Compléter]
Veuillez joindre les documents suivants :	▪ Profil d'entreprise ne devant pas dépasser 15 pages, ainsi que des brochures et catalogues de produits imprimés se rapportant aux biens et services achetés ▪ Attestation d'incorporation ou d'enregistrement de la société ▪ Attestation d'immatriculation ou de paiement délivrée par l'administration fiscale attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales, ou une attestation d'exonération fiscale, si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège ▪ Documents d'enregistrement de la raison sociale, le cas échéant ▪ Certificat de qualité (par exemple ISO, etc.) ou autres certificats, accréditations, prix, distinctions similaires reçus par le soumissionnaire, le cas échéant ▪ Certificats, accréditations, mentions ou étiquettes de conformité environnementale et autres preuves des pratiques du soumissionnaire qui contribuent à la durabilité environnementale et à la réduction des effets néfastes sur l'environnement (par exemple l'utilisation de substances non toxiques, de matières premières recyclées, de matériel à faible consommation d'énergie, à émission de carbone réduite, etc.), soit dans le cadre de ses pratiques commerciales, soit dans les biens qu'il fabrique ▪ Brevets, si les technologies proposées dans l'offre sont brevetées par le soumissionnaire ▪ Attestation ou autorisation indiquant que le soumissionnaire est le représentant du fabricant, ou une procuration ▪ Licences d'exportation le cas échéant ▪ Autorisation du gouvernement local de s'implanter et d'exploiter son activité sur le lieu d'affectation, le cas échéant ▪ Lettre officielle de nomination en qualité de représentant local, si le soumissionnaire dépose une offre pour le compte d'une entité située en dehors du pays